



Résolution du conflit sahraoui

Le Maroc isolé

Voulant forcer la main à l'Union africaine (UA) qu'il veut réintégrer au détriment du Sahara Occidental, le Maroc n'a fait que compliquer sa situation, avec notamment le " rappel " du Conseil de sécurité de l'ONU à la reprise des négociations entre Rabat et le Front Polisario.

Page 4

Jeux Olympiques 2016

«Les athlètes seront hébergés dans des conditions satisfaisantes»

Page 18

Le concours est prévu le 17 septembre prochain

Recrutement de 5000 employés dans le secteur de l'Education

Le secteur de l'Education nationale recrute. Quelque 5098 postes budgétaires seront ouverts pour la prochaine rentrée scolaire. Un concours est prévu le 17 septembre prochain.

Page 2



L'Algérie ne peut pas souffrir de crise financière, selon Bedoui

Orientations pour renflouer les caisses des communes

Page 3



Leur nombre est en hausse

918 Algériens expulsés d'Espagne

918 Algériens en situation irrégulière ont été expulsés d'Espagne en 2015, a annoncé cette semaine, le Mécanisme national de prévention contre la torture (MNP) (Espagne) dans son rapport annuel pour l'année 2016.

Page 2



Recyclage des déchets en Algérie

Un marché de 38 milliards DA en quête d'investisseurs

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a appelé jeudi de Mascara les investisseurs à saisir l'opportunité qu'offre le marché de recyclage des déchets en Algérie estimé à 38 milliards de dinars.

Lors de l'inspection du projet de traitement des déchets au niveau de la cimenterie «Lafarge» à Oggaz, le ministre a indiqué que l'investissement dans le recyclage des déchets en Algérie peut rapporter une valeur financière importante de 38 milliards DA, soulignant que ce domaine est inexploité actuellement.

«En plus de sa contribution à l'amélioration des conditions de vie des citoyens à travers l'élimination des déchets, l'investissement dans le secteur de l'environnement offre la possibilité de recyclage et de récupération de nombreux matériaux actuellement jetés dans la nature, tels que le fer, le plastique, l'aluminium et le papier. Des matériaux jusqu'à présent importés au prix fort», a-t-il déclaré.

M. Ouali a salué l'initiative du groupe «Lafarge» d'éliminer les déchets en utilisant les fours de la cimenterie, ce qui a permis, durant les deux dernières années, d'éliminer 106 tonnes de médicaments périmés recueillis dans 12 wilayas du pays, en coopération avec le ministère chargé de

l'Environnement et le Syndicat national algérien des pharmacies et officines (Snapo). L'élargissement de cette initiative fait l'objet d'un autre projet du même groupe proposé à la direction de l'environnement de Mascara.

A ce titre, M. Ouali a instruit le directeur général de l'Environnement au ministère de réfléchir sur la possibilité d'étendre ce processus d'incinération des déchets non recyclables à toutes les usines de ciment du territoire national et de procéder à une campagne de sensibilisation auprès des pharmaciens et centres de soins pour la collecte des médicaments périmés et leur orientation vers ces entreprises.

Page 5



Le concours est prévu le 17 septembre prochain

Recrutement de 5000 employés dans le secteur de l'Education

Le secteur de l'Education nationale recrute. Quelque 5098 postes budgétaires seront ouverts pour la prochaine rentrée scolaire. Un concours est prévu le 17 septembre prochain.



Par Karima Nacer

Le secteur de l'Education nationale est l'un des rares domaines de la Fonction publique qui peut encore recruter, dans le contexte actuel de crise économique.

Le caractère social sera préservé pour ce secteur, lors de la prochaine année scolaire 2016/2017. La preuve, le secteur sera renforcée par de nouveaux postes pédagogiques et administratifs pour la rentrée prochaine. Les nouveaux postes vont permettre de recruter de nouveaux personnels dans les corps des superviseurs, des laborantins principaux, des conseillers d'orientation et de guidance scolaire et professionnelle, des intendants et des intendants adjoints. Des centres ont été réservés au dépôt des

dossiers au niveau des établissements éducatifs. Le Directeur de la gestion des ressources humaines au ministère de l'Education nationale, Fayçal Fadel a fait savoir, dans une déclaration à l'APS, que les postes budgétaires ouverts concernaient les superviseurs de l'éducation (3285 postes), des laborantins principaux (293), des conseillers d'orientation et de guidance scolaire et professionnelle (292), des intendants (612) et des intendants adjoints (616 postes). Les premières inscriptions se feront par voie électronique sur le site de l'Office national des examens et concours (www.onec.dz). Tout candidat est appelé à retirer le formulaire d'inscription qui doit être conforme à la forme et au modèle utilisé par la direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Le candidat est également appelé à retirer la fiche contenant le rendez-vous pour le dépôt du dossier, le nom de l'établissement, la date et l'heure du dépôt pour éviter toute surcharge au niveau des centres d'inscription. Outre le concours de recrutement sur épreuves, des examens professionnels seront organisés en deux sessions. La première le 22 août prochain et la deuxième le 28 du même mois. La première session des examens concerne 11 grades dans l'administration pédagogique. Il s'agit des directeurs et inspecteurs dans les trois cycles d'enseignement, les censeurs et auxiliaires des écoles primaires et les conseillers d'éducatifs. Le nombre de postes ouverts est de 7450. La deuxième session concerne 11 grades liés à l'administration. Il s'agit des inten-

dants et superviseurs de l'éducation ainsi que les corps actant dans l'administration des établissements éducatifs. Le nombre de postes ouverts est de 3031 postes. Le même responsable a souligné que le secteur a connu une vaste opération de recrutement de plus de 28.075 enseignants, tous paliers confondus. Un concours de recrutement qui s'était déroulé dans de "bonnes conditions" à travers tout le territoire national. Il y a lieu de rappeler que la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat avait affirmé que plus de 296.000 fonctionnaires du secteur avaient bénéficié d'une promotion et du règlement de leurs arriérés avec effet rétroactif, et cela dans le cadre de la mise en œuvre de l'instruction interministérielle du 12 octobre 2015.

K. N.

Leur nombre est en hausse

918 Algériens expulsés d'Espagne

Par Rachid Chihab

918 Algériens en situation irrégulière ont été expulsés d'Espagne en 2015, a annoncé cette semaine, le Mécanisme national de prévention contre la torture (MNP) (Espagne) dans son rapport annuel pour l'année 2016. Ce chiffre représente environ 26% de l'ensemble des expulsions opérées au cours de l'année dernière en Espagne, précise la même source. Le nombre d'Algériens expulsés a augmenté de 18% par rapport à 2014. En effet, il est passé de 801 cas à 918 cas soit une hausse de 117 cas.

Les personnes expulsées sont entrées d'une manière illégale sur le sol espagnol, généralement par voie maritime, précise la même source. Au total 80 navigations maritimes ont été utilisées par les autorités espagnoles lors de cette opération d'expulsion.

Au total, l'année dernière, les services de sécurité espagnols ont arrêté 36,327 immigrants, 6930 d'entre eux ont été orientés vers les centres de détention. En 2014 ce chiffre était de 42.245. Les recours massifs aux expulsions fait l'objet de critiques de la part des ONG de défense des droits de l'homme.

Depuis plusieurs semaines, Barcelone et Madrid se mobilisent pour fermer des centres de rétention en Espagne, dénoncés comme étant de "véritables prisons" qui violent les droits de l'Homme.

Barcelone et Madrid se mobilisent depuis quelques semaines pour exiger la fermeture des centres de rétention pour étrangers en situation irrégulière, en Espagne. Les deux villes estiment que ces sites représentent une violation des droits de l'Homme.

"Le fait de priver de liberté des personnes qui n'ont commis aucun délit uniquement pour des raisons administratives est une violation des droits de l'Homme" a dénoncé, il y a quelques jours la maire de Madrid, l'ancienne juge de gauche Manuela Carmena. Seuls 17% des étrangers séjournant dans ces centres sont finalement expulsés, a-t-elle souligné.

La mairie a annoncé qu'elle étudiait "des méthodes alternatives", pour permettre davantage d'intégration de ces populations. Celles-ci doivent parfois séjourner dans ces locaux pendant deux mois, sans liberté de mouvement avant leur éventuelle expulsion pour séjour irrégulier.

Selon les dernières données disponibles, 7340 personnes ont séjourné dans ces centres en 2014. En Espagne, ils dépendent du ministère de l'Intérieur et sont régulièrement dénoncés par les organisations de défense des droits de l'Homme pour des violations de ces droits.

A Barcelone, la maire Ada Colau, une ancienne militante du droit au logement, a refusé de renouveler la licence permettant au centre de la ville d'être ouvert. Elle a exigé sa fermeture. Le gouvernement du conservateur Mariano Rajoy a ignoré l'injonction. Il a aussi refusé l'accès au centre aux inspecteurs dépêchés par la mairie, qui a saisi la justice.

Ce sont des "trous noirs en matière de droits de l'Homme" a encore insisté Ada Colau le 18 du mois en cours lors d'une réunion avec le gouvernement de Catalogne (nord-est), qui soutient sa démarche.

La préfecture de Catalogne, quant à elle, assure que ces centres sont nécessaires pour permettre l'exécution de décisions d'expulsions et qu'ils respectent les directives de l'Union européenne.

R. C.

Textes fondamentaux de l'Etat

Atelier sur la traduction vers Tamazight

Un atelier sur la traduction vers le tamazight des textes fondamentaux de l'Etat algérien sera organisé par le Haut commissariat à l'Amazighité (HCA) demain à Alger, indique un communiqué du HCA.

Cet atelier, qui aura lieu au siège de l'APS (Algérie presse service), s'inscrit dans le prolongement d'une première étape consacrée à la traduction vers tamazight de la Constitution de février 2016 déjà disponible sur support papier et en cahier numérique multimédias sur les sites web du HCA et de l'APS.

Il sera question, lors de cet atelier, d'une lecture de validation permettant l'entame des enregistrements sonores de trois documents fondamentaux: la Constitution de 2016, la Déclaration du 1er Novembre 1954 et la Plate-forme du Congrès de la Soummam du 20 août 1956.

L'objectif de la traduction de ces textes "est une contribution à l'application concrète des dispositions de la Constitution révisée en février 2016 et vise à conforter l'éveil patriotique, la cohésion sociale et culturelle dans toutes ses expressions", note le communiqué du HCA.

La Constitution amendée en février 2016 est disponible depuis le mois de mai dernier en version Tamazight sous les formats papier et numérique, grâce à la traduction assurée par le HCA.

Cette version déclinée en caractère latin est mise en ligne sur les sites web du HCA et de l'agence Algérie presse service (<http://www.aps.dz>) dans sa rubrique "Les cahiers de l'APS".

Sur 45 pages, Tamendawt (Constitution en tamazight), le document traduit reprend les 218 articles, repartis sur 4 titres et 11 chapitres du texte fondamental de l'Etat adopté en février dernier par les deux chambres du Parlement.

Riad D.

Journal officiel

Publication de deux arrêtés relatifs à la garde communale

Deux arrêtés interministériels, signés par les ministres de l'Intérieur et des Collectivités locales et des Finances, relatifs au fonds pour le financement du redéploiement des agents de la garde communale ont été publiés dans le Journal officiel du 10 juillet 2016.

Il s'agit de l'arrêté interministériel du 25 chaâbane 1437 correspondant au 1er juin 2016 complétant l'arrêté interministériel du 29 chaoual 1434 correspondant au 16 septembre 2012 "fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-136 intitulé +Fonds pour le financement du redéploiement des agents de la garde communale+". L'autre arrêté est celui du 25 chaâbane 1437 correspondant au 1er juin 2016 complétant l'arrêté interministériel du 29 chaoual 1434 correspondant au 16 septembre 2012 "fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-136 intitulé +Fonds pour le financement du redéploiement des agents de la garde communale+".

R. B.

Réforme de la justice

Bientôt une loi sur la protection des données personnelles

Plusieurs projets de loi seront au menu d'une réunion du gouvernement prochainement, selon, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh.



Par Nacera B.

Dans une allocution à l'occasion d'une cérémonie d'installation du nouveau président de la Cour d'Alger, Benharradj Mokhtar, et du procureur général, Benkathir Aissa, le ministre a expliqué qu'il s'agit du projet de loi portant révision du cadre juridique de la réforme du tribunal criminel, du projet de loi portant protection des données personnelles et du projet de loi relatif au droit d'accès à l'information.

M. Louh a précisé que ces textes de loi qui seront ensuite soumis au Conseil des ministres puis au parlement viennent couronner la batterie de textes de "qualité" qui ont été récemment promulgués. Il a cité notamment la loi sur l'empreinte digitale, l'institution de la médiation et la comparution immédiate. Selon le ministre, le

secteur de la justice, avance à grande vitesse en matière "d'organisation de réseaux" dans la gestion des affaires mais aussi l'action juridique soulignant que désormais on peut entreprendre des procès à distance.

Revenant sur l'adoption du "système de contrôle par bracelet électronique, il a expliqué que cette démarche marquera un passage de qualité dans le système pénitentiaire". S'agissant de la formation, Louh a indiqué que le secteur accordait un intérêt particulier à la formation ainsi qu'au recyclage des magistrats, des greffiers, du personnel administratif et des agents de l'Administration pénitentiaire. A ce propos, il a souligné que les magistrats, sont le pilier du pouvoir judiciaire d'où l'adoption d'une stratégie à même d'assurer aux praticiens une formation continue qui leur permettra d'actualiser leurs connaissances. Dans ce cadre, il a

révélé, la promulgation d'un décret exécutif qui vise une révision substantielle de la formation des étudiants en magistrature afin qu'ils soient au diapason des développements survenus tant au plan national qu'international.

Au plan structurel, M. Louh a fait savoir qu'un nombre important de structures juridiques et de formation ont été réalisées ajoutant que ces infrastructures ont été dotées de moyens modernes afin de permettre au citoyen de l'intérieur du pays ou à l'étranger de retirer des documents sans avoir à se déplacer. Évoquant le dernier mouvement partiel dans le corps de la Justice, opéré dernièrement par le Président de la République, le ministre a expliqué que "Ce mouvement tend à approfondir les efforts visant à pourvoir les juridictions en compétences qui jouissent d'une expérience avérée et permettre également aux compétences fémi-

nines d'accéder à des postes de responsabilité". Selon Louh, "trois magistrats ont gagné dans le cadre du mouvement partiel la confiance du président de la République qui a désigné l'une d'elles à la tête d'une cour de justice et les deux autres à la tête de deux tribunaux administratifs".

Abordant la nouvelle Constitution, il a soutenu que celle-ci est venue conforter l'autorité judiciaire et répondre aux exigences nationales et à l'évolution de l'État ainsi qu'à ses aspirations à la stabilité et à la solidité de ses institutions. Il a ajouté que le secteur de la justice constitue de par les prérogatives qui lui sont dévolues par la Constitution le socle du "pacte" visant la réalisation des objectifs notamment en matière de protection des droits de l'Homme et la garantie des libertés fondamentales dans le cadre de la loi".

N. B.

Avant les prochaines échéances électorales

Moussa Touati appelle à organiser les rangs du FNA

Le président du Front National Algérien (FNA), Moussa Touati a appelé hier à Tlemcen, à organiser le parti, à respecter ses règlements internes et son programme politique, pour une bonne préparation des prochaines échéances électorales. Lors de l'ouverture de la huitième session du Conseil national du parti, tenu à Tlemcen, Moussa Touati a souligné la nécessité de l'application des règlements et des recommandations du dernier congrès, et qui appellent à la "restructuration de tous les bureaux locaux et ne donner l'opportunité de candidature qu'aux militants ayant fait preuve de militantisme continu, afin de barrer la route aux opportunistes voulant faire part du FNA pour servir leurs propres intérêts".

Le président du FNA a qualifié les contributions des adhérents de ressources pour le parti et un véritable moyen de connaître le nombre de militants et d'adhérents, et une mesure de leurs engagements envers le parti, tout en encourageant la distribution de cartes d'adhésion aux les militants. Il a insisté, également, sur la réactivation des textes juridiques du FNA et l'intensification des actions des militants et cadres, au sein des différentes franges sociales pour faire passer le message du parti et persuader les gens de ses principes inspirés de la Déclaration de Novembre 54".

Bilal L.

L'Algérie ne peut pas souffrir de crise financière, selon Bedoui

Orientations pour renflouer les caisses des communes

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui a exhorté, jeudi à Mostaganem, les collectivités locales à relever le défi économique et à mieux exploiter les atouts touristiques et naturelles créateurs de richesses.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, M. Bedoui a insisté sur la nécessité d'exploiter le moindre mètre carré et tous les espaces dont les camps de vacances comme ressource pour renflouer les caisses des communes.

Le ministre a souligné qu'il y a des hors la loi qui tentent de s'emparer des espaces qui sont un bien des citoyens algériens, affirmant qu'un travail sérieux se fait suivant

les directives du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika et en application des instructions du Gouvernement visant à concrétiser une nouvelle vision de l'économie et du développement. Dans ce sens, il a appelé "à relever le défi pour montrer, à tous ceux qui doutent des capacités de l'élu, le génie du gestionnaire algérien à concrétiser les ambitions et les défis économiques". M. Bedoui a enchaîné "un pays comme l'Algérie qui dispose de ressources et de compétences ne peut pas souffrir de crise financière", tout en rappelant que la société algérienne a su relever des défis plus grands comme celui d'instauration de la paix et de la sécurité. Le ministre a assuré que l'occasion est propice partant des investisse-

ments dans le cadre du programme du président de la République qui ont permis de réaliser des routes, des barrages et des logements.

D'autre part, il a fait savoir que 30 propositions en matière d'investissement soulevées lors de la rencontre avec les walis qui seront soumis au gouvernement pour adoption. En outre, le ministre a assuré que la situation sécuritaire en Algérie est "très bonne".

Inaugurant un camp de vacances pilote "Nassim el bahr", réalisé dans la commune de Stidia par l'agence immobilière, le ministre qui a aussi visité un camp de vacances à la plage de Khadra dans la commune de Ouled Boughalem, a souligné que ces opérations s'inscrivent dans le

cadre de la vision du président de la République portant sur la concrétisation de la solidarité nationale avec de telles réalisations à moindres coûts.

M. Nourdeine Bedoui a, à ce propos, indiqué l'existence de 102 camps de vacances le long du littoral algérien qui rapporteront aux communes des recettes de l'ordre de 3 milliards DA, tout en appelant les communes côtières à investir une telle somme pour réaliser d'autres camps similaires et par conséquent offrir des postes d'emploi, pour que les collectivités locales ne comptent pas seulement sur les subventions de l'Etat.

Le ministre a visité, à Sidi Lakhdar, un centre de vacances pour les enfants des gardes communaux et des travailleurs de la

wilaya et un autre des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur dont les travaux d'aménagement seront lancés en septembre prochain. M. Bedoui a également inspecté un camp de vacances pour des enfants de la République arabe sahraoui démocratique dans la commune de Mesra.

En outre, il a procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation d'un complexe touristique à la zone d'expansion touristique (ZET) dans la commune de Benabdellmalek Ramdane dans le cadre d'un investissement privé de l'ordre de 4 milliards, qui regroupera un total de 181 chambres et trois bungalows en plus d'autres commodités. Ce projet sera livré en 2018.

Reda A.

Résolution du conflit sahraoui

Le Maroc isolé

Voulant forcer la main à l'Union africaine (UA) qu'il veut réintégrer au détriment du Sahara Occidental, le Maroc n'a fait que compliquer sa situation, avec notamment le "rappel" du Conseil de sécurité de l'ONU à la reprise des négociations entre Rabat et le Front Polisario.



Par Sofiane Aït Mohamed

Le Maroc qui s'est pourtant "vanté" du soutien de 28 pays africains, se retrouve aujourd'hui isolé sur la scène internationale. L'état se resserre donc sur ce pays dont le lobbying n'a finalement rien porté. Ainsi, après l'appel de l'UA à la nécessité pour le peuple sahraoui de jouir pleinement de ses droits légitimes, c'est au tour du Conseil de sécurité d'appeler, à la nécessaire reprise des négociations entre Rabat et le Front Polisario afin de parvenir à l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. Le Conseil de sécurité a appelé, il y a deux jours, à la reprise des négociations entre le Front Polisario et le Maroc. Les membres du CS ont été unanimes quant à l'impérative relance des négociations directes entre les parties en conflit afin de parvenir à une solution politique qui pourvoie au droit du peuple

sahraoui à l'autodétermination. Pour ce faire, le Conseil de sécurité a mis l'accent sur la nécessité de permettre à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (MINURSO) d'accomplir pleinement ses missions et de reprendre ses activités dans les plus brefs délais. "Nous sommes prêts à répondre positivement à la demande du Secrétaire général et de son envoyé spécial (pour la relance des négociations) mais Christopher Ross nous a fait part des difficultés qu'il éprouvait à obtenir la coopération du Maroc pour la relance du processus des négociations", avait déclaré mercredi le représentant sahraoui auprès de l'ONU, Ahmed Boukhari. Le Maroc s'est conformé à la résolution du Conseil de sécurité concernant le retour de la MINURSO dans les territoires sahraouis occupés, alors qu'il avait auparavant affirmé que sa décision était "souveraine et irréversible".

Les Nations unies avaient annoncé, la semaine écoulée, le retour du premier groupe de la composante civile de la MINURSO à Laayoune occupée dans l'attente d'une reprise progressive de ses activités. Cependant le Conseil de sécurité n'était pas parvenu lors de sa dernière réunion à fixer une date pour le retour du reste du personnel de la mission. Selon des rapports onusiens, la Minurso n'a pas encore repris ses activités en dépit de l'expiration des délais fixés à Rabat à cet égard. Le ministre d'Etat et Conseiller à la présidence de la République sahraouie, El Béchir Mustapha, a souligné que la politique de retour par groupe de la composante de la Minurso auquel recourt le Maroc, est contraire à la décision du Conseil de Sécurité. Le Maroc avait expulsé en mars dernier 75 membres de la composante civile de la Minurso en réaction aux déclarations du Secrétaire général de l'ONU Ban Ki Moon lors de sa tournée dans les camps des réfu-

giés sahraouis, dans lesquelles il avait qualifié la situation au Sahara occidental d'"occupation". Le Maroc n'a pas plusieurs choix. Il doit accepter l'offre des autorités sahraouies qui ont exprimé leur disponibilité à faire la "paix" avec le Maroc, pour peu que ce dernier respecte les droits du peuple sahraoui. Isolé, le Maroc fait dans la désinformation et manœuvre en essayant de gagner du temps. Selon le ministre sahraoui même la demande d'adhésion à l'UA n'est pas une "bonne intention" ou une "volonté politique réelle" de la part du Maroc. Il estime même qu'il ne s'agit que d'une "manœuvre visant à gagner du temps au moment où le Maroc fait l'objet d'un isolement sur la scène internationale du fait du non respect de ses engagements conclus avec la partie sahraouie à savoir l'accord de paix de 1991. Le Maroc est dans une position difficile. Qu'elle sera sa réaction ? Sa "prochaine manœuvre" ?

S. A. M.

Selon Ahmed Mahiou, spécialiste du Monde Arabe

La Ligue arabe peine à résoudre ses conflits internes

La Ligue arabe n'a pas progressé et peine à passer de la coopération à l'intégration, se laissant dépasser par les pays occidentaux dans la résolution de ses conflits internes, a estimé jeudi à Alger M. Ahmed Mahiou, spécialiste du Monde Arabe.

S'exprimant dans le cadre d'une conférence-débat organisée par l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG) sous le thème : "Le Monde Arabe à l'Epreuve de la Mondialisation", M. Mahiou a expliqué que "la Ligue arabe n'avait pas progressé et avait échoué à passer de la coopération à l'intégration, se laissant dépasser par les autres organisations".

"Le principal échec de la Ligue arabe est son incapacité à résoudre les conflits internes, notamment la question palestinien-

ne", a-t-il relevé.

Pour l'ancien directeur de l'institut d'études et de recherches sur le monde arabe et musulman (IREMAM) d'Aix-en-Provence (France), "l'organisation arabe est tellement divisée qu'il lui est difficile de faire bloc et intervenir dans les conflits, laissant les champs libre aux pays occidentaux pour agir selon leurs intérêts".

Le conférencier est ainsi revenu sur l'aspect politique de la mondialisation du Monde arabe, relevant que les pays arabes font également face aux défis des droits de l'Homme et de la démocratie, qui ont longtemps été des éléments de désaccords avec les pays occidentaux, ainsi qu'au sein même de Monde arabe".

Par ailleurs, Ahmed Mahiou a expliqué que le "phénomène de la mondialisation passait par

deux autres aspects : culturel et économique". Il a abordé "le problème de la mondialisation du Monde arabe et la valeurs de la culture arabe".

En effet, selon cet ancien professeur et doyen de la Faculté de droit d'Alger, les gouvernements du Monde arabe craignent les effets de la mondialisation culturelle sur leurs valeurs propres et auxquelles ils sont attachés".

"Ils (les gouvernements arabes, ndlr) s'interrogent sur le mode à tenir pour combiner tradition et modernité", a-t-il poursuivi, expliquant que "les réticences de certains pays arabes se traduisent par leurs réserves à ratifier les conventions internationales, dont celles qui concernent la femme ou la peine capitale".

"La deuxième valeur qui pose débat est la place de la religion",

a ajouté M. Mahiou, poursuivant : "L'Islam occupe une place fondamentale dans le Monde arabe avec sa variété d'interprétations contrairement aux pays occidentaux où la religion est secondaire". L'expert a également relevé que "la place de la religion est revenue au débat lorsque des groupes extrémistes l'ont instrumentalisé pour justifier leurs actes de violences".

M. Mahiou a en outre évoqué "les difficultés de l'internationalisation de l'arabe", cinquième langue à l'ONU, qui s'expliquent, a-t-il dit, par "l'absence des efforts des gouvernements arabes à traduire les publications".

"Le Monde arabe qui compte 22 pays et plus de 350 millions d'habitants traduit moins que la Grèce, qui en compte 11 mil-

lions", a-t-il déploré.

S'agissant de la "Mondialisation économique", M. Mahiou a cité les "hydrocarbures, notamment le pétrole, comme la principale voie des pays arabes vers la mondialisation".

"Les pays arabes ont utilisé les revenus du pétrole pour se développer et s'ouvrir sur les autres pays, surtout africains", a-t-il indiqué, précisant néanmoins qu'"en dépit des efforts et des acquis économiques réalisés par le Monde arabe, il n'a pas réussi à s'organiser à l'image de l'Europe avec l'Union européenne". Le conférencier a ainsi regretté que "les échanges commerciaux entre les pays arabes oscillent entre 5 et 10 %, contrairement à l'UE où la majorité des échanges se font en interne".

Riad D.

Organisation nationale des moudjahidine Appel à préserver la stabilité du pays

Le secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), Saïd Abadou a appelé, jeudi, à Bedarna, dans la commune d'El-Omaria, à l'est de Médéa, à "préserver la stabilité du pays et déjouer les tentatives de déstabilisation ourdies par les ennemis d'hier et d'aujourd'hui". S'exprimant à l'occasion de la célébration du 57e anniversaire de la mort du colonel Tayeb Djoughlali, le SG de l'ONM a indiqué que "le sacrifice de milliers d'Algériens doit être toujours présent dans nos esprits et demeurer le facteur rassembleur de l'ensemble de la société, estimant qu'il est du devoir de tout un chacun d'œuvrer à préserver la stabilité du pays et d'être vigilant face aux manœuvres de déstabilisation qui veulent spolier le peuple de son indépendance et de sa liberté". M. Abadou a salué, lors de l'inauguration du cimetière des martyrs de Bedarna où repose deux cents chahids de la région, tombés aux champ d'honneur durant la révolution de novembre 54, le parcours combattant et le courage de ce chef militaire hors pair, réputé pour sa droiture, sa discipline et son sens élevé du sacrifice. Un homme valeureux qui a accepté, a-t-il dit, le sacrifice suprême pour que l'Algérie se libère du joug colonial et pour que le peuple algérien puisse, enfin, tourner la page d'un passé plein de souffrances, de privation et d'humiliation, soulignant l'impératif nécessité de veiller à la sauvegarde et la pérennisation du legs de milliers d'Algériens morts pour la patrie.

Bilal L.

Recyclage des déchets en Algérie

Un marché de 38 milliards DA en quête d'investisseurs

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a appelé jeudi de Mascara les investisseurs à saisir l'opportunité qu'offre le marché de recyclage des déchets en Algérie estimé à 38 milliards de dinars.



Lors d'une rencontre avec les cadres des secteurs des ressources en eau et de l'environnement, le ministre les a exhorté de redoubler d'efforts pour le développement de ces deux secteurs, l'amélioration des conditions de vie de la population et l'exploitation de toutes les capacités pour créer des activités économiques qui contribuent au développement national.

Riad F.

Houda Faraoun à N'djamena

Réunion ministérielle sur le projet de la fibre optique

La ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Houda-Imane Faraoun, prend part, hier et aujourd'hui à N'djamena (Tchad), à la réunion ministérielle de sur le projet stratégique de la dorsale transsaharienne à la fibre optique, indique un communiqué de son département ministériel.

"Cet ambitieux projet de connexion de l'Afrique, devant relier l'Algérie, le Niger, le Nigeria et le Tchad, grâce au financement partiel de la Banque africaine de développement (BAD), permettra de renforcer la liaison Alger-Zender-Abuja, lancée par le président de la République en 2002 dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement en Afrique (NEPAD)", a-t-on précisé. "Les efforts déployés par le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication pour concrétiser ce projet, tendent à garantir la démocratisation de la connexion Internet dans les pays africains enclavés et à renforcer les liens historiques entre l'Algérie et ses partenaires", a-t-on souligné.

Bilal L.

Lors de l'inspection du projet de traitement des déchets au niveau de la cimenterie "Lafarge" à Oggaz, le ministre a indiqué que l'investissement dans le recyclage des déchets en Algérie peut rapporter une valeur financière importante de 38 milliards DA, soulignant que ce domaine est inexploité actuellement.

"En plus de sa contribution à l'amélioration des conditions de vie des citoyens à travers l'élimination des déchets, l'investissement dans le secteur de l'environnement offre la possibilité de recyclage et de récupération de nombreux matériaux actuellement jetés dans la nature, tels que le fer, le plastique, l'aluminium et le papier. Des matériaux jusqu'à présent importés au prix fort", a-t-il déclaré.

M. Ouali a salué l'initiative du groupe "Lafarge" d'éliminer les déchets en utilisant les fours de la

cimenterie, ce qui a permis, durant les deux dernières années, d'éliminer 106 tonnes de médicaments périmés recueillis dans 12 wilayas du pays, en coopération avec le ministère chargé de l'Environnement et le Syndicat national algérien des pharmacies et officines (Snapo).

L'élargissement de cette initiative fait l'objet d'un autre projet du même groupe proposé à la direction de l'environnement de Mascara.

A ce titre, M. Ouali a instruit le directeur général de l'Environnement au ministère de réfléchir sur la possibilité d'étendre ce processus d'incinération des déchets non recyclables à toutes les usines de ciment du territoire national et de procéder à une campagne de sensibilisation auprès des pharmaciens et centres de soins pour la collecte des médicaments périmés et leur orientation vers ces

entreprises.

Le ministre a affirmé que le secteur de l'environnement en Algérie "progressé bien après l'investissement de plus de 22 milliards de dollars dans le domaine de raccordement aux réseaux d'eau potable et d'assainissement de toutes les régions du pays et de la réalisation de centres d'enfouissement technique (CET) et de décharges publiques, en plus de la création d'instances spécialisées dans l'environnement".

M. Abdelkader Ouali a inauguré, au cours de sa visite dans la wilaya, un centre d'enfouissement technique dans la commune d'El Keurt, réalisé dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et la Belgique.

A cette occasion, il a reçu des explications sur les différents projets dont a bénéficié le secteur, avant de visiter le projet du jardin urbain dans la forêt de "Zkour" dans la commune de Mamounia.

Le ministre a inspecté également le projet de désenvasement du barrage de Bouhanifia où il est procédé au relevage de plus de 6 millions de mètres cubes de vase. Un projet dont le taux d'avancement a atteint 85%.

Sur place, M. Ouali a reçu des explications sur les études de réalisation de trois nouveaux barrages, un dans la commune d'Ain Fekkan, d'une capacité de stockage d'un million de mètres cubes, l'autre à Oued El Abd, dans la commune de Oued El Abtal et le troisième "Echaref", dans la commune de Zahana.

Il a également inspecté, à Froha, le projet de transfert d'eau du barrage "Ouizert" vers la plaine de "Ghriss" en vue d'irriguer 1.200 hectares, dans une première phase, et s'est enquis de la situation du périmètre irrigué de la plaine "Kechout" (commune d'Ain Frah) sur une superficie de 500 ha extensible.

Depuis l'arrivée du Président Bouteflika

Les relations algéro-chinoises ont connu une progression remarquable

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union Africaine (UA) et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel a affirmé hier à Pékin que les relations algéro-chinoises ont connu une progression remarquable depuis l'arrivée au pouvoir du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

"Avec la Chine, l'Algérie entretient, bien avant son accession à l'indépendance, des liens d'amitié, de coopération, de solidarité, de confiance et de respect mutuels (à), a rappelé M. Messahel dans un discours au nom de l'Algérie lors de la réunion des coordinateurs sur la mise en œuvre des actions de suivi du Sommet de Johannesburg du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA).

"Ces relations n'ont cessé de se renforcer au fil des ans, elles connaissent, depuis l'arrivée au pouvoir du Président

Abdelaziz Bouteflika, une progression remarquable illustrée par la densification des échanges de visites de haut niveau, l'intensification de la concertation sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun et l'essor remarquable des échanges commerciaux", a affirmé M. Messahel.

"La visite en Chine en Novembre 2006 du Président Bouteflika, a contribué à imprimer à ces relations une forte impulsion et à leur conférer un caractère de partenariat stratégique qui s'est vite haussé en février 2014 au rang de Partenariat Stratégique Global couvrant tous les domaines politique, économique, scientifique et culturel ainsi que les consultations sur les grandes questions internationales", a-t-il relevé.

C'est dans ce contexte, a ajouté le ministre que "l'Algérie est devenue, ainsi,

le premier pays à l'échelle arabe qui a épousé cette forme de coopération avec la Chine et le deuxième pays africain après l'Afrique du Sud".

Toutefois M. Messahel a indiqué que les relations entre l'Algérie et la Chine "ne seraient se limiter à la seule sphère commerciale et devraient évoluer vers l'investissement productif et son corollaire, le transfert de technologie".

"C'est la raison pour laquelle, l'Algérie accorde un intérêt particulier à la réussite de cette rencontre pour laquelle elle participe par une délégation composée de hauts responsables de plusieurs départements ministériels, des représentants d'entreprises économiques des secteurs public et privé afin d'exprimer fortement son engagement et l'espoir qu'elle place sur ce partenariat", a-t-il expliqué.

Par ailleurs, l'Algérie, ajoute le ministre,

se félicite de l'inscription du projet du "Port du Centre" un mega-projet maritime, parmi les projets prioritaires à réaliser dans les deux années à venir comme l'avait annoncé le ministre des Affaires étrangères Wang Yi lors de la récente réunion ministérielle de Doha, et ce, dans le cadre de l'initiative lancée en 2013 par le président chinois Xi Jinping, de la ceinture économique de la route de la soie et la route de la soie maritime du 21e Siècle". "Nous souhaitons vivement que ce projet emblématique et à portée régionale puisse être concrétisé avec notre partenaire chinois le plus tôt possible", a-t-il conclu. M. Messahel a prononcé lors de cette réunion de haut niveau deux discours, l'un au nom de la région de l'Afrique du Nord, et le second au nom de l'Algérie. Plus tard dans la journée il rencontrera le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi.

Riad D.

Issus de dix entreprises nationales

Le label "Bassma Djazaïria" attribué à 19 nouveaux produits

Le Forum des chefs d'entreprise (FCE) a attribué le label Origine Algérie Garantie (OAG), à 19 nouveaux produits issus de 10 entreprises nationales, une initiative visant à encourager la production nationale et réduire la facture des importations, a-t-on appris jeudi auprès de cette organisation patronale.



Ce label, sous le générique "Bassma Djazaïria" (empreinte algérienne), est une étiquette à mettre sur certains produits locaux, est attribué aux entreprises dont les produits répondent à des normes de qualité fixées par un cahier des charges mis au point par le FCE, en collaboration avec des bureaux d'études et d'audit indépendants.

Les nouvelles entreprises sélectionnées par le comité de labellisation du Forum, présidé par Brahim Benabdeslem, vice-président du FCE, sont Gipâtes,

Global Food, Grands Moulins du Sud, Biscofruits, Raja Food et Bellat (agroali-

mentaire),

Slericlean et PPC Médical (industrie pharmaceutique), EJC construction (bâtiment) et Woroud (cosmétique), a précisé le FCE dans un communiqué du FCE.

Le Forum se félicite de "l'engouement des entreprises pour faire valoir leurs produits en les inscrivant dans le processus de labellisation".

Il a souligné que cet outil de labellisation "répond à un besoin très fort des entreprises algériennes et constitue un avantage comparatif pour les producteurs qui participent à la création de richesses et d'emplois".

Selon le FCE, "Bassma Djazaïria" constitue égale-

ment un outil qui permet aux consommateurs "de choisir en toute conscience".

En effet, ce label "est né du constat du FCE selon lequel les producteurs locaux doivent bénéficier d'avantages comparatifs du fait des risques industriels qu'ils assument et de leur participation à la création d'emplois et de richesses sur le territoire national", a expliqué la même source.

A travers cette empreinte le Forum ambitionne de "favoriser la création d'emplois et la compétitivité des entreprises produisant en Algérie, et aussi renforcer la confiance entre consommateurs et producteurs".

Il s'agit également de "développer l'indépendance

économique et de permettre aux consommateurs d'identifier les produits pour lesquels l'essentiel de la valeur ajoutée a été produite en Algérie", a-t-on ajouté.

En mai dernier, le FCE avait attribué, pour la première fois, le label "Bassma Djazaïria" à 23 produits issus de 10 entreprises nationales, dont Condor (électroménager), le Groupe Sim et la société Global Food (agroalimentaire), Bomare (Électronique), le Groupe Hasnaoui, Amimer Energie et l'entreprise Système Panneau Sandwich (BTP), Socothyd (Pharmaceutique) et la société Faderco, spécialisée dans les produits d'hygiène corporelle.

Reda A.

Khenchela

Le centre régional "maison de l'agriculteur" a pour but de rapprocher les services

L'objectif du centre régional "maison de l'agriculteur" est de rapprocher les services de l'éleveur et de l'agriculteur et dynamiser les activités agricoles dans la région, a-t-on indiqué jeudi à Khenchela.

Au cours d'une journée d'étude tenue à la "maison de l'agriculteur" de Khenchela qui chapeaute également les wilayas de Tébessa, Batna, Oum El Bouaghi, le directeur général de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), Chérif Benhabiles, a indiqué que la raison d'être de cet établissement est de prendre en charge les divers problèmes rencontrés par les agriculteurs dans l'exercice de leurs activités.

Pour cela, la démarche adoptée sera participative en impliquant tous les intervenants dont les instituts techniques, les directions des services agricoles, les inspections vétérinaires, les chambres de l'agriculture, les associations d'éleveurs et producteurs laitiers, l'UNPA et les vétérinaires. La rencontre a mis l'accent sur le rôle de ce centre considéré comme "pôle agricole intégré pour l'accueil des agriculteurs, des éleveurs et des producteurs laitiers des wilayas concernées qui y trouveront appui technique, formation et un plan pour un travail préventif".

Dans une déclaration à l'APS, M. Benhabiles a indiqué que "la maison de l'agriculteur" de Khenchela qui sera opérationnelle "septembre prochain" est la première à voir le jour dans le pays à "la faveur des facilités accordées par le chef de l'exécutif local". La seconde maison pourra être celle de la wilaya d'Adrar en attendant sa généralisation à l'ensemble du pays, a-t-il ajouté. De son côté, le wali Hamou Bekouche a souligné que le projet de la maison de l'agriculteur sera un outil efficace pour l'encadrement et le développement des activités agricoles et des diverses filières dont l'apiculture insuffisamment structurée. La maison de l'agriculteur qui a été inaugurée lors de la dernière visite du ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche comprend un centre de formation, deux centres d'analyses, une clinique vétérinaire, un centre de stockage du lait et produits liés à l'élevage et un bureau de la CNMA.

Bilal L.

Eau et environnement

Ouali et l'ambassadeur d'Espagne évoquent la coopération bilatérale

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a reçu l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, Alejandro Polanco, a indiqué jeudi un communiqué du ministère.

L'audience a permis aux deux parties "d'évaluer l'état de la coopération dans le domaine des ressources en eau et de l'environnement, notamment en matière de l'hydraulique agricole et de l'amélioration des performances du service public de l'eau", a précisé le communiqué.

Dans le domaine de l'environnement, les deux responsables ont abordé "la protection du littoral et la problématique du traitement des eaux usées où un appui d'experts espagnols et sollicité".

MM. Ouali et Polanco ont, par ailleurs, exprimé leur volonté de voir les relations de coopération entre les deux pays se développer davantage, a-t-on ajouté de même source.

R. E.

Selon le ministre de l'Agriculture

Les terres en friche, un phénomène à éradiquer

Le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, Abdesselam Chelghoum, a qualifié jeudi à El Tarf la situation agricole dans cette wilaya d'"inadmissible" et a promis d'y donner l'exemple en matière de lutte contre les terres en friche.

Au cours de sa rencontre avec les cultivateurs et transformateurs de tomate à El Tarf et Guelma, le ministre a affirmé qu'une commission sera dépêchée dès le début de la semaine prochaine pour enquêter sur la situation des terres agricoles fertiles abandonnées, ses causes et en désigner éventuellement les responsables.

Le défi de transformer l'agriculture en économie alternative et durable exige, a affirmé M. Chelghoum, de

changer les mentalités et les méthodes de travail des responsables qui doivent œuvrer à réunir les conditions de réussite pour les autres partenaires, notamment les agriculteurs et les investisseurs.

Le ministre a, toutefois, salué les performances de la filière de tomate dans la wilaya et a appelé à la diversification des récoltes et l'investissement dans d'autres filières.

Il a en outre estimé que la sécurité alimentaire ne peut être assurée par le seul petit agriculteur, mais exige la conjugaison des efforts de tous les acteurs pour mettre en place des partenariats permanents entre producteurs et transformateurs, agriculture et industrie agroalimentaire.

Les tomates ont fait part à l'occa-

sion de leurs préoccupations en matière de qualité des semences, de commercialisation et d'irrigation.

Le ministre a entamé sa tournée dans la wilaya d'El Tarf par la visite du salon de la tomate industrielle tenue dans la commune de Ben M'hidi.

Il a réitéré à l'occasion le principe de préférence pour le produit national et a insisté sur l'importance de l'accompagnement et encadrement technique pour le développement du secteur.

Au port de pêche d'El Kala, M. Chelghoum a considéré que le produit de la pêche dans cette wilaya était en-deçà du potentiel que lui confèrent ses 90 km de littoral et a exhorté à l'encouragement des investissements en aquaculture.

T. A.

Publicité

VENDS

Médecin gynécologue vend matériel médical de bonne qualité état neuf : 7 tambours pour stérilisation, 1 seringue d'hystérographie, 2 boîtes de bougies métalliques de hegar, curettes urinoirs en inox, spéculums pinces de museux et autres porte-aiguilles, valves vaginales, lames malléables, forceps, canules d'aspiration et de novak, pèse-personne avec toise otoscope.

Contactez le : 0661 77 70 37

Après sa réhabilitation

Réouverture du service de maternité du CHU Constantine

Le service de maternité du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Benbadis, réhabilité et équipé, est un "acquis à préserver", a indiqué jeudi à Constantine le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf.



La qualité des soins et la bonne gestion doivent y être reflétées, a précisé le ministre, au cours de la cérémonie de réouverture du service de maternité du CHU Benbadis, fermé depuis juillet 2015 pour réhabilitation.

Il a ajouté que la wilaya de Constantine totalisera 500 lits en gynécologie-obstétriques avec la réception notamment du complexe mère-enfant (120 lits) et de la maternité de Sidi-Mabrouk (75 lits) après des travaux d'exten-

sion et parviendra à répondre aux besoins de la population en gynécologie.

Les travaux de réhabilitation du service de maternité, à vocation régionale, ont concerné le pavillon de gynécologie-obstétrique, le bloc opératoire, l'unité de grossesse à haut risque, les salles d'accouchement, le laboratoire, la pharmacie et les salles de consultation, pour un montant de 400 millions de dinars, selon les explications fournies à la délégation ministérielle.

Une enveloppe finan-

cière estimée à 200 millions de dinars a également été consacrée à l'acquisition de nouveaux équipements médicaux devant améliorer la prise en charge des parturientes, a-t-on encore noté. La remise en service de la maternité du CHU de Constantine, qui assure annuellement plus de 15.000 accouchements dont 4.000 par césarienne, allégera la pression sur les services de gynécologie-obstétrique des autres établissements de santé, est-il considéré.

Le ministre de la

Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avait entamé sa visite à Constantine par l'ouverture d'un colloque national sur l'hépatite virale, organisé à l'occasion de la célébration de la journée mondiale contre l'hépatite. M. Boudiaf a souligné, lors de son allocution, que la lutte contre l'hépatite a coûté l'année passée pas moins de deux (2) milliards de dinars. Le ministre devrait, par la suite, inspecter plusieurs structures relevant de son secteur.

T. R.

Selon Abdelmalek Boudiaf

L'Algérie dispose de moyens nécessaires pour lutter contre l'hépatite

L'Algérie dispose de moyens nécessaires pour lutter contre l'hépatite et concrétiser les objectifs tracés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans la lutte contre cette pathologie, a affirmé jeudi à Constantine le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf.

Des mesures ont été prises pour atteindre ces objectifs, a précisé le ministre citant entre autres l'obligation vaccinale des professionnels de la santé exposés au risque de contamination et l'acquisition d'autoclaves à la place de stérilisateurs à chaleur sèche en ce qui concerne les établissements de soins bucco-dentaires.

M. Boudiaf qui s'exprimait lors de l'ouverture du colloque national sur l'hépatite, coïncidant avec la célébration de la journée mondiale contre l'hépatite, a rappelé l'apport du

dépistage précoce dans le traitement de cette maladie, a assuré de la disponibilité des médicaments et de l'accessibilité aux soins.

L'approche du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (MSPRH) dans la prévention et la lutte contre l'hépatite a été détaillée au cours de cette rencontre tenue dans un hôtel de la ville Ali Mendjeli et à laquelle ont pris part des spécialistes venus de plusieurs wilayas.

La prise en charge, les nouveaux traitements disponibles, le bilan de l'association SOS hépatite et des témoignages de patients traités contre l'hépatite C par des médicaments produits en Algérie ont été présentés au cours de ce rendez-vous.

L'accent a été mis durant cette rencontre sur le renforcement du dispositif de prévention contre l'hépatite

B et C à travers notamment la sécurité des soins, la nécessité de promouvoir le dépistage chez les populations exposées aux risques et le dépistage systématique chez les femmes enceintes.

L'hépatite est considérée comme un problème de santé publique majeur, et le plan national de lutte contre l'hépatite du MSRPH vise l'éradication de ce fléau à travers une prise en charge médicale efficace et l'installation d'un dispositif de surveillance et de recueil d'information permettant d'avancer des données fiables, a-t-on rappelé.

Les objectifs de l'OMS dans sa lutte contre l'hépatite tablent sur la diminution de 90 % le nombre de nouvelles infections et de 65 % le nombre de décès dus aux hépatites virales et ce à l'horizon 2030, ont souligné les participants.

H. R.

Hospitalisation à domicile Un saut qualitatif dans l'amélioration des prestations

Le développement du dispositif de l'hospitalisation à domicile (HAD) constitue "un saut qualitatif" dans l'amélioration des prestations de services du secteur de la santé publique, a affirmé jeudi à Constantine le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf. Les soins à domicile font partie intégrante des activités des établissements de santé et leur promotion requiert un caractère primordial, a précisé le ministre dans un point de presse tenu au Centre Hospitalo-universitaire (CHU) Benbadis, à l'issue de l'inauguration du service de maternité ayant subi des travaux de réhabilitation. M. Boudiaf a appelé, dans ce contexte, à œuvrer à créer des services HAD à travers les différentes structures de la santé, soulignant que ce dispositif de soins à domicile "apporte une solution adaptée" aux malades souffrant d'un handicap et aux personnes âgées ayant des difficultés à se déplacer vers les structures de soins. Lors de l'inspection du chantier du complexe mère-enfant, implanté dans la nouvelle ville Ali Mendjeli, le ministre a insisté sur la nécessité de renforcer ce chantier, lancé en mai 2015, en moyens humains et matériels, avec l'objectif de le réceptionner en juillet 2017. Au site du complexe mère-enfant de 120 lits, s'étendant sur 2,5 hectares, M. Boudiaf, qui a mis en exergue l'apport de ce projet dans la prise en charge

médicale des mères et des enfants et l'amélioration de la qualité des soins et des prestations, a eu un aperçu sur l'état d'avancement des travaux qui ont atteint, selon les explications fournies, un taux de 35%. Des instructions fermes ont été également données par le ministre pour le parachèvement des travaux de l'annexe du laboratoire national du contrôle des produits pharmaceutiques, qui sont actuellement à 50 % de leur taux d'avancement et dont la réception est prévue pour la fin de l'année en cours. Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a exprimé sa satisfaction quant à l'avancement des travaux d'extension de la maternité de Sidi Mabrouk, lancés en mai 2014, qui sont actuellement à 75% de réalisation. Selon les informations fournies in situ, la maternité de 73 lits a vu ses capacités d'accueil se renforcer avec 75 lits supplémentaires. Une rallonge de 390 millions de dinars a été nécessaire pour parachever les travaux d'installation de la climatisation et des systèmes de sécurité et de surveillance. Le ministre avait entamé sa visite à Constantine par l'ouverture du colloque national sur l'hépatite virale, organisé à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale contre l'hépatite. M. Boudiaf a souligné lors de son allocution que la lutte contre l'hépatite avait coûté à l'Etat, l'année passée, pas moins de deux (2) milliards de dinars.

R. H.

L'un des grands groupes biopharmaceutiques Un Algérien à la tête d'un département d'oncologie américain

Le Docteur Fouad Namouni, d'origine algérienne, a été nommé à la tête du département de développement de l'oncologie du groupe américain Bristol-Meyers Squibb Company (BMSC). Dr. Namouni est chargé de la mise en œuvre de la stratégie de développement de la filière d'oncologie de l'entreprise, du développement de la commercialisation, selon un communiqué du groupe biopharmaceutique américain, coté à la Bourse de New York.

Le vice-président de BMSC, Francis Cuss, a loué "la vision et le leadership stratégique" du Dr. Namouni dans les domaines de l'oncologie, de l'immuno-oncologie et des affaires médicales, précise la même source.

Il conservera sa place dans l'équipe de recherche et développement du groupe BMSC qu'il a rejoint en 1999 en France.

H. E.

Virus Zika Identification d'anticorps efficaces

Des chercheurs américains ont identifié des anticorps chez des souris qui neutralisent le virus Zika et peuvent protéger contre une infection, selon des travaux publiés mercredi aux Etats-Unis. Cette découverte représente un pas important pour développer un vaccin ainsi qu'un meilleur test de diagnostic et potentiellement de nouvelles thérapies basées sur ces anticorps, estiment les scientifiques dont l'étude paraît dans la revue américaine "Cell". "Certains de ces anticorps peuvent neutraliser les souches africaines, asiatiques et américaines du Zika", souligne Daved Fremont, professeur de pathologie et d'immunologie à la faculté de médecine de l'université Washington à St. Louis (Missouri), principal co-auteur de ces travaux. Cela signifie qu'un tel vaccin pourrait protéger contre toutes les souches de Zika dans le monde, estime-t-il. Les anticorps qui protègent les souris contre le virus Zika dans cette étude pourraient ainsi potentiellement être utilisés pour traiter des patients à hauts risques et les femmes enceintes. Zika peut provoquer des défauts congénitaux dévastateurs dont surtout la microcéphalie du fœtus, un développement insuffisant du cerveau.

Reda A.



Oran

Entrée en service de la station de dessalement de l'eau de mer d'El Macta



Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali a annoncé, jeudi, l'entrée en service de la station de dessalement de l'eau de mer d'El Macta (est de la wilaya d'Oran).

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite à cette infrastructure, le ministre a souligné que cette station, qui alimentera d'autres wilayas de l'ouest du pays en eau potable, s'inscrit dans le cadre du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Cet ouvrage est l'une des plus grandes stations de dessalement de l'eau de mer au niveau du bassin méditerranéen et en Afrique, a-t-il ajouté.

Cette station, la 11^{ème} du genre à l'échelle nationale, produit 180.500.000 mètres cubes d'eau annuellement, a indiqué Abdelkader Ouali soulignant que cet acquis traduit la volonté et la détermination du président de la République à assurer la disponibilité de cette ressource vitale et un équilibre entre les régions par le biais de transferts.

Entrée en production depuis une semaine, cette station permettra l'ouverture de trois couloirs, un vers Oran à partir d'Ain El bya, le second pour alimenter Sig, Mohammadia et Mascara et le troisième sera réservé à l'alimen-

tation de Mostaganem, selon le ministre.

Après avoir suivi un rapport sur les étapes de réalisation de ce projet d'un coût de 492 millions, Abdelkader Ouali a visité le laboratoire de contrôle relevant de la station mettant l'accent sur le contrôle permanent de l'eau.

Dans ce sens, un cadre de la station a affirmé la qualité de l'eau est conforme aux directives de l'Organisation mondiale de la santé et la réglementation de l'eau en vigueur en Algérie.

S'étendant sur une superficie 17,4 hectares, la station d'el Macta dispose d'un laboratoire de contrôle de l'eau fonctionnant en H 24. Les analyses effectuées par ce laboratoire sont transmises à la Société de l'eau et d'assainissement d'Oran (SEOR), a-t-on indiqué.

Le dessalement s'effectue selon le système d'osmose inversé, considéré comme le plus propre et le plus économique dans ce genre d'industrie.

H. A.

Aïn Defla

Relogement de 22 familles à Miliana

■ Au total, 22 familles qui occupaient depuis vingt ans des chalets au quartier Sidi Sebaâ de Miliana (Aïn Defla) ont été relogées jeudi dans des habitations décentes, a-t-on appris auprès du chef de daïra. Ce nombre fait partie d'un ensemble de 71 familles dont le relogement se fera au fur et à mesure que les logements socio-locatifs en cours de réalisation seront réceptionnés, a indiqué Mahiout Youcef, relevant que la présence de bidonvilles ternit l'image de la ville. Toutes les conditions ont été réunies pour la réussite de cette opération de relogement, a assuré M.Mahiout, faisant notamment état de la mobilisation des moyens de la commune pour la mener à bon terme.

Plus de 4000 demandes de logements sociaux attendent d'être satisfaites à Miliana, a souligné M.Mahiout, estimant que le quota de logements alloué par le passé à cette région n'a pu résorber la crise dans ce domaine. Il a fait état de 1200 logements socio-locatifs en cours de réalisation dans la commune, notant que le manque de terrains susceptibles d'abriter des logements exacerbe ce problème au regard du relief de la région. Selon lui, 160 logements du même type en cours de réalisation seront prêts dans deux mois environ au niveau de la commune, assurant qu'une première opération de distribution se fera aussitôt ces logements réceptionnés. Les heureux bénéficiaires de ces logements dont beaucoup ont passé plus de 20 ans dans les chalets ont fait part de leur immense joie d'habiter des logements disposant de toutes les commodités. «Nous vivions le calvaire au quotidien à cause du manque d'eau et des conditions rigoureuses aussi bien en hiver qu'en période estivale», a soutenu un père de famille de 4 enfants, assurant qu'à la faveur de l'acquisition de cette habitation, «une nouvelle ère commence assurément pour nous et pour nos enfants».

T. K.

Alger

Trois hectares de forêts et de broussailles ravagés par un incendie

■ Un incendie s'est déclaré dans les communes de Bouzaréah et Raïs Hamidou (Alger) dans la nuit de mercredi à jeudi ravageant trois (3) hectares mais sans faire de victimes, a déclaré à l'APS le chargé de communication de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le capitaine Belkacem Saïdj. L'incendie qui s'est déclaré mercredi vers 16h46 a ravagé trois (3) hectares de forêts et de broussailles entre les communes de Bouzaréah et Raïs Hamidou, a-t-il indiqué, précisant qu'une partie de la forêt de Sidi Lekbir (Bouzaréah) et une partie de la forêt de Oued Bouskour (Raïs Hamidou) avaient été touchées. Le feu a ravagé un (1) hectare de forêt et deux (2) hectares de broussailles, a-t-il encore précisé.

Les unités de la Protection civile sont vite intervenues pour protéger et sécuriser les habitants de la région qui ont été pris de panique et circonscrire le feu afin d'éviter qu'il n'atteigne les habitations et les biens, a souligné le chargé de communication. Pour venir à bout du sinistre, les unités de la Protection civile ont mobilisé huit (8) camions de pompiers, douze (12) camions de l'Etablissement de développement des espaces verts d'Alger (EDEVAL) relevant des services de la wilaya d'Alger et quatre (4) camions relevant de la Direction générale des forêts, a fait savoir le capitaine Belkacem Saïdj. Les agents de la Protection civile ont eu beaucoup de mal à accéder au lieu du sinistre, mais grâce aux grands moyens humains et matériels mobilisés, le feu a été maîtrisé jeudi vers 03h41, a-t-il ajouté.

R. R.

Création prochaine de commissions de contrôle des infrastructures

■ Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali a annoncé, jeudi à Oran, la création prochaine, au niveau des wilayas et des daïras du pays, de commissions de contrôle des infrastructures d'eau, dans le but de préserver cette ressource vitale. Dans une déclaration à l'APS en marge d'une visite de la station de dessalement de l'eau de mer d'El Macta à l'est d'Oran, où il a donné le coup d'envoi à la mise en service de cette infrastructure, le ministre a indiqué que ces commissions, qui seront composées de représentants du secteur des ressources en eau, seront chargées du contrôle des ouvrages hydriques (barrages, réservoirs, ...) et tout ce qui a une relation avec l'eau pour une meilleure exploitation de cette ressource.

L'Algérie dispose d'une disponibilité d'eau grâce au programme du président de la République doté de 50 milliards de dollars, a souligné Abdelkader Ouali en rappelant que 31 barrages ont été réalisés dans le cadre de ce programme, neuf sont en cours pour être livrés en 2017 et dix autres sont programmés, en plus de la concrétisation de 123.000 kilomètres de réseaux d'eau et plus de 130.000 réservoirs. Ces acquis nécessitent un accompagnement et une rationalisation de l'exploitation de l'eau, a-t-il ajouté. Le ministre a également fait part de mesures pour préserver l'eau, annonçant le lancement à partir de la wilaya de Mascara d'un nouveau mécanisme de contrôle du réseau d'eau dans toutes les grandes villes et autres du pays, en plus de la dotation de l'entreprise «L'Algérienne des eaux» (ADE) de véhicules et motocycles pour le contrôle.

«Nous allons mettre un terme aux branchements illicites aux réseaux d'eau», a-t-il souligné en substance. Au sujet de la tarification, Abdelkader Ouali a déclaré «une augmentation n'est pas à l'ordre du jour», tout en dévoilant qu'elle fait l'objet de réflexion. Dans le même sens, le ministre a fait remarquer qu'il y a une différence dans la tarification entre l'eau consommée par les ménages et celle exploitée par les grandes installations et l'industrie. Le ministre avait annoncé auparavant l'entrée en service de la station de dessalement de l'eau de mer d'El Macta (Oran) et suivi un rapport sur cette infrastructure d'une capacité de production de 500.000 m³ d'eau potable par jour pour alimenter un nombre de wilayas voisines.

R. R.

Publicité

CONFLITS ▶▶

Syrie

Couloirs humanitaires pour les civils et rebelles assiégés à Alep

La Russie, alliée du président syrien Bachar al-Assad, a annoncé des couloirs humanitaires pour permettre aux civils et combattants de sortir des secteurs rebelles de la métropole d'Alep, assiégés et bombardés sans relâche par le régime.



L'opération russe pourrait ouvrir la voie à la reprise totale par le régime de cette deuxième ville de Syrie et porter ainsi un coup fatal à la rébellion qui lutte depuis cinq ans pour renverser M. Assad.

Enjeu majeur du conflit, Alep est divisée depuis 2012 en quartiers tenus par le régime à l'ouest et secteurs contrôlés par les insurgés à l'est.

A coups de barils d'explosifs et de raids aériens intensifs qui ont fait des centaines de morts et laissé en ruines les quartiers rebelles dans l'est d'Alep, les troupes du président Assad cherchent depuis des mois à reconquérir ce secteur où elles assiègent quelque 250.000 personnes depuis le 17 juillet.

Parallèlement à l'initiative russe, M. Assad a décrété une amnistie pour tous les insurgés qui rendraient les armes dans les trois mois.

Moscou aide militairement depuis plus d'un an le régime syrien dans sa guerre contre les rebelles et les jihadistes. Son aviation a participé aux bombardements des secteurs rebelles d'Alep.

Constatant "une situation difficile", le ministre russe de la

Défense Sergueï Choïgou a annoncé une "opération humanitaire de grande ampleur" à Alep avec la création de trois couloirs pour "les civils pris en otage par les terroristes et pour les combattants souhaitant déposer les armes".

Un quatrième doit être ouvert, dans le nord, sur la route du Castello, afin de permettre "le passage en sécurité des combattants armés", a-t-il ajouté.

Poursuite des bombardements

Le correspondant de l'AFP qui s'est rendu jeudi après-midi près de l'un des couloirs concernés a constaté qu'il apparaissait encore fermé et qu'il n'y avait aucun mouvement.

Alors que les bombardements du régime se sont poursuivis sur les quartiers rebelles même après l'annonce russe, plusieurs habitants ont dit leurs craintes de se retrouver du côté des prorégime, en cas de sortie.

"Nous avons peur d'utiliser les passages car nous avons refusé de faire le service militaire. En plus, ces couloirs ce sont des paroles en l'air. C'est une excuse pour que le régime

mette les gens en prison", a dit Hassan Ibrahim, 25 ans, père de famille, dans le quartier de Boustane al-Qasr.

Dans le quartier de Ferdous, Ahmad Aswad, un célibataire de 21 ans, a aussi peur. "Je ne sortirai pas. Mais si ces passages c'est de sérieux, et en cas de famine, je ferai sortir ma mère et mes petits frères et sœurs".

Les avions du régime ont largué dans la journée des tracts montrant un plan des corridors, ainsi que des dizaines de petits sacs en plastique contenant de la nourriture ainsi que des couches de bébé, des shampoings et des lingettes. De nombreux produits portaient des marques russes.

Rejetant l'initiative russe, l'opposition en exil a dénoncé des "crimes de guerre" à Alep et un "exode forcé" des habitants du secteur rebelle.

Pour le chef des opérations humanitaires de l'ONU Stephen O'Brien, la meilleure solution est de permettre un accès humanitaire libre et sûr aux civils à Alep. "Personne ne doit être forcé de fuir, par un itinéraire précis ou vers une certaine destination".

Al-Nosra dit quitter Al-Qaïda

Des organisations de défense des droits de l'Homme ont estimé que ces corridors n'étaient pas la solution. Amnesty international a indiqué que de nombreux civils "pourraient ne pas prendre au sérieux les promesses du gouvernement. Installer des corridors n'empêchera pas une catastrophe humanitaire".

Par ailleurs, la branche syrienne d'Al-Qaïda, le Front al-Nosra, a annoncé la rupture de ses liens avec le réseau jihadiste au nom duquel elle combattait en Syrie depuis 2013, dans une vidéo dans laquelle est apparu pour la première fois son chef Abou Mohammad al-Jolani.

Dans l'enregistrement diffusé jeudi par la chaîne du Qatar al-Jazeera, al-Jolani a également annoncé que son groupe avait changé de nom et s'appellerait désormais Front Fateh al-Cham.

Mais la Maison Blanche et le département d'Etat ont déclaré que pour les Etats-Unis cette annonce ne changeait rien et que le groupe restait à leurs yeux "une organisation terroriste".

AFP

Palestine

John Kerry va rencontrer Mahmoud Abbas aujourd'hui à Paris

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry va s'entretenir avec le président palestinien Mahmoud Abbas aujourd'hui à Paris, a annoncé jeudi le département d'Etat. "Le secrétaire d'Etat va se rendre à Paris demain (vendredi) soir. Là-bas, il rencontrera le président Abbas pour discuter des perspectives qui pourraient conduire à une solution à deux Etats", a déclaré le porte-parole du département d'Etat John Kirby. M. Kerry, qui doit rentrer à Washington dès dimanche, pourrait également rencontrer d'autres dirigeants pour des discussions bilatérales, même si la diplomatie américaine n'a donné aucune précision à ce sujet pour le moment.

"Le secrétaire d'Etat n'essaie pas de pousser des avancées selon un calendrier précis", a ajouté M. Kirby. "Mais c'est un dossier sur lequel il s'est concentré depuis qu'il a pris ses fonctions et il le suivra tant qu'il sera en poste (...) Vous avez vu le nombre de voyages qu'il a faits dans cette région, cela reste un sujet de première importance pour lui et il va continuer de le suivre avec le même empressement et la même énergie qu'il a toujours démontrés". Le processus de paix israélo-palestinien est totalement gelé depuis deux ans et l'espoir d'une relance avant la fin de la présidence de Barack Obama quasi inexistant. Toutefois, le 3 juin à Paris, une trentaine de représentants de pays arabes et occidentaux, de l'ONU et de l'Union européenne, s'étaient réunis pour soutenir une initiative française visant à organiser une conférence internationale avec les Israéliens et les Palestiniens d'ici la fin de l'année.

Reda A.

Yémen

Le gouvernement décrète la fin des négociations avec les rebelles

Le gouvernement yéménite a décrété jeudi la fin des négociations de paix pour protester contre la création par les rebelles chiites et leurs alliés d'un "Conseil supérieur" pour gouverner le pays en guerre. "Les négociations sont totalement terminées", a déclaré Abdallah al-Olaimi, numéro deux du cabinet présidentiel et membre de la délégation engagée dans les difficiles pourparlers depuis avril à Koweït sous l'égide de l'ONU. Ceux-ci n'ont enregistré aucun progrès. "Nous avons participé et fait preuve de patience pour le bien de notre peuple et nous mettons fin aux négociations dans son intérêt", a écrit M. Olaimi sur Twitter. Les rebelles contrôlent encore Sanaa et une bonne partie du nord, malgré l'intervention militaire d'une coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite pour les repousser. Le conflit a fait plus de 6.400 morts depuis mars 2015 et déplacé 2,8 millions de personnes, selon l'ONU. A Ryad, le gouvernement du président Abed Rabbo Mansour Hadi a affirmé que les rebelles avaient "donné le coup de grâce" aux pourparlers, selon l'agence Saba. L'annonce du pouvoir est intervenue après que les rebelles ont fait état de la formation d'un "Conseil supérieur" de dix membres pour gouverner le Yémen, selon un communiqué publié par une agence de presse rebelle. Les Houthis et le parti du Congrès populaire général (CPG) de l'ex-président Ali Abdallah Saleh sont tombés d'accord pour former ce conseil. Le médiateur de l'ONU, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, a estimé que cette mesure "contrevient" à l'engagement des rebelles dans le processus de paix et "représente une grave violation" de la résolution 2216 du Conseil de sécurité de l'ONU pour la paix au Yémen. Dans une première réaction du pouvoir, le ministre des Affaires étrangères Abdel Malak al-Makhlafi avait condamné "ce nouveau coup (d'Etat) contre la légitimité de la Constitution" et tenu "l'alliance Houthis/Saleh pour responsable de l'échec des pourparlers". Les rebelles ont "manqué une occasion de faire la paix (...) Ils ont tenu à faire échouer les négociations", a-t-il dit.

H. A.

41 morts dans des raids aériens contre Daech

Au moins 41 personnes dont 28 civils ont été tuées dans des raids de la coalition anti-terroristes dirigée par Washington jeudi contre une localité aux mains des terroristes en Syrie, selon un nouveau bilan fourni vendredi par une ONG. Un premier bilan fourni la veille faisait état de 15 civils tués.

La localité visée d'Al-Ghandoura, contrôlée par le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (Daech/EI), est située dans la province septentrionale d'Alep, à une vingtaine de km au nord-

ouest du fief terroriste de Minbej assiégé par les Forces démocratiques syriennes (FDS) soutenues par Washington.

Selon Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), le bilan des frappes menées par les avions de la coalition s'est alourdi à 41 morts.

Parmi eux figurent 28 civils dont sept enfants, alors que les 13 autres victimes n'ont pas encore été identifiées pour savoir s'il s'agit de civils ou des terroristes, a-t-il précisé.

Ces frappes sont intervenues le jour où la coalition internationale contre l'EI a reconnu de nouvelles victimes civiles dans des bombardements en Irak et Syrie ces derniers mois, qui ont fait au total selon elle 55 morts depuis le début de la campagne aérienne en 2014. Mais la coalition est accusée de sous-estimer largement leur nombre.

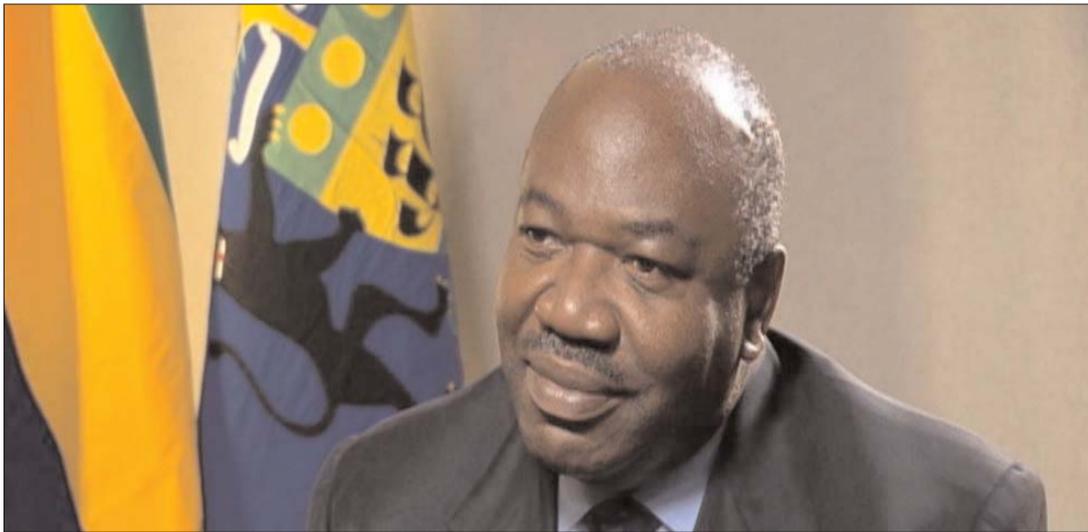
Selon l'OSDH, les frappes de la coalition en Syrie ont tué environ 600 civils, dont 136 enfants.

Bilal L.

Gabon

La Cour constitutionnelle rejette les recours sur la candidature d'Ali Bongo

La Cour constitutionnelle du Gabon a rejeté les recours introduits par trois opposants contre la candidature du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba à l'élection présidentielle du 27 août, selon une décision consultée jeudi par l'AFP.



Trois des principaux candidats d'opposition à la présidentielle avaient saisi la Cour le 18 juillet afin de faire invalider la candidature du président sortant, qu'ils accusent d'inéligibilité.

Dans une décision datée du 25 juillet, la juridiction suprême a déclaré "irrecevables" les recours de l'ancien président de la Commission de l'Union africaine Jean Ping, l'ex-président de l'Assemblée nationale Guy Nzouba Ndama et de l'ancien ministre Pierre-Claver Maganga Moussavou.

"Non seulement l'acte de naissance incriminé n'a pas été produit au dossier soumis à l'examen de la Cour" mais en outre, "celle-ci ne peut pas se prononcer sur la validité des actes d'état civil" qui relève de la compétence des juridictions de droit commun, s'est-elle justifié.

Ses détracteurs affirment que le dirigeant gabonais, élu en 2009 à la mort de son père, est un enfant nigérian adopté par l'ex-président Omar Bongo à la fin des années 1960 et l'accusent d'avoir falsifié son état civil. Selon cette thèse, il ne peut pas

être président en vertu de la Constitution, qui impose d'être né gabonais.

L'opposition avait dans un premier temps affirmé avoir déposé "des milliers de recours" en contestation devant la Commission électorale nationale (Cenap). En vain puisque celle-ci avait validé mi-juillet 14 candidatures, dont celle d'Ali Bongo.

La Cour constitutionnelle représentait l'ultime recours légal possible, et une fois rendues, ses décisions sont sans appel.

"La Cour constitutionnelle s'est prononcée sur la forme et non pas sur le fond", a déclaré jeudi à l'AFP l'avocat de M. Nzouba Ndama, Me Imbong Fadi.

Selon lui, le dossier était incomplet parce que la Cenap "a catégoriquement refusé de remettre l'acte de naissance litigieux" qui était en sa possession, ce que les opposants ont dû "faire constater par voie d'huissier".

A moins d'un mois du scrutin, pouvoir et opposition multiplient les escarmouches, laissant craindre une campagne tendue

dans ce pays réputé calme de 1,8 million d'habitants. Samedi, un rassemblement pacifique de quelques centaines d'opposants à Libreville a été violemment dispersé par les forces de l'ordre.

L'UE appelle à éviter tout acte de violence

La représentante de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne au Gabon a appelé jeudi à "tout faire" pour "éviter tout acte de violence ou toute forme de provocation", dans un climat tendu à l'approche de la présidentielle du 27 août. L'observatrice en chef, la Bulgare Mariya Gabriel, a demandé aux autorités gabonaises ainsi qu'aux partis d'opposition "de tout faire afin d'éviter tout acte de violence ou toute forme de provocation", soulignant qu'il "en va de leur responsabilité commune", lors d'une conférence de presse pour le lancement de la mission européenne au Gabon.

"Les récents incidents qui ont donné lieu à des actes de violences sont inquiétants. La campagne électorale doit se faire dans un environnement apaisé

ou les libertés fondamentales -la liberté d'expression, d'association et de rassemblement- sont pleinement respectées", a ajouté la députée européenne.

"Dans ce contexte, les forces de l'ordre se doivent aussi d'agir avec retenue", a-t-elle souligné.

Samedi, un rassemblement pacifique de quelques centaines d'opposants à Libreville avait été violemment dispersé à coups de grenades lacrymogènes par les forces de l'ordre.

Mme Gabriel a par ailleurs demandé aux autorités "de garantir la transparence du processus électoral à tous les niveaux, qui est la clé afin que tout le monde accepte les résultats finaux de l'élection".

Vingt-deux observateurs européens vont être déployés dans les jours qui viennent dans les neuf provinces du pays et plus d'une cinquantaine au total pendant le scrutin. Cette mission intervient "à l'invitation du gouvernement gabonais".

Ils auront accès "à toutes les étapes le jour du scrutin", notamment l'ouverture des bureaux de vote, le vote lui-même, et le dépouillement des résultats, a précisé la cheffe de la mission d'observation.

A moins d'un mois du scrutin, pouvoir et opposition multiplient les escarmouches, laissant craindre une campagne tendue dans ce pays réputé calme de 1,8 million d'habitants.

La Cour constitutionnelle du Gabon vient de rejeter les recours introduits par trois opposants contre la candidature à la présidentielle du chef de l'Etat sortant Ali Bongo Ondimba, qu'ils accusent d'inéligibilité.

Par ailleurs, un collectif d'avocats a dénoncé une nouvelle fois jeudi "la détention arbitraire" à la prison centrale de plusieurs syndicalistes arrêtés le 9 juillet en marge d'un meeting pro-Bongo et réclamé leur libération.

Côte d'Ivoire

Le gouvernement élabore un plan de riposte face à l'épidémie de Zika

Le gouvernement ivoirien a pris des mesures de riposte face à l'épidémie de la maladie à virus Zika dont un premier cas a été enregistré dans la sous-région ouest-africaine, au Cap-Vert, indique une note officielle publiée jeudi.

"Un plan global de préparation et de riposte face à une épidémie de la maladie à virus Zika a été élaboré", précise la note.

Selon la note, pour prévenir la maladie, un "plan de démos-tication" pour le district autonome d'Abidjan et le port de San Pedro (sud-ouest) a été mis en place, "compte tenu de la circulation plus facile de ce virus par les voyages et les échanges commerciaux".

Le ministre chargé de la Santé a été instruit de "prendre toutes les dispositions nécessaires" pour prévenir la maladie à virus Zika et lutter contre elle.

Depuis octobre 2015, une épidémie de la maladie à virus Zika avec une forte incidence négative sur les femmes enceintes, qui courent le risque de donner naissance à des nouveau-nés atteints de microcéphalies, sévit en Amérique latine, notamment au Brésil où le virus Zika a déjà infecté 1 500.000 personnes.

En Afrique, l'épidémie a atteint le Cap-Vert menaçant ainsi directement les pays de la sous-région ouest-africaine, dont la Côte d'Ivoire.

R. A.

Nigeria

L'ONU suspend les missions d'aide humanitaire dans le nord-est

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a déclaré jeudi que les Nations Unies avaient temporairement suspendu les missions d'aide humanitaire dans le nord-est du Nigeria après qu'un convoi humanitaire a été attaqué par des assaillants inconnus.

Le convoi a été attaqué alors qu'il se déplaçait entre Bama et Maiduguri (dans l'Etat de Borno) pour distribuer des ressources d'aide humanitaire dans cette zone où les conflits ont provoqué une grave crise alimentaire, a précisé l'UNICEF dans un communiqué.

"Ce n'est pas seulement une attaque contre des travailleurs humanitaires, mais aussi contre les peuples qui ont de grand besoin de l'assistance et des aides apportées par ces travailleurs", a condamné l'UNICEF.

Mercredi, le secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires Stephen O'Brien a signalé que les violences perpétrées par Boko Haram engendrent de graves crises humanitaires au Nigeria ainsi que dans les pays voisins.

Ces derniers mois, le gouvernement nigérian a lancé plusieurs opérations militaires afin d'éliminer la menace terroriste dans l'Etat de Borno, bastion du groupe extrémiste de Boko Haram.

R. A.

Sénégal

Appel à des poursuites contre ceux qui exploitent les enfants des rues

Le retrait des rues des enfants mendiants, initié par le Sénégal, est "une étape importante" dans la lutte contre l'exploitation de ces mineurs, ont estimé jeudi plusieurs organisations de défense des droits humains, qui exhortent également Dakar à des poursuites judiciaires contre leurs auteurs.

Le retrait de la rue des enfants, "y compris ceux qui sont forcés de mendier par leurs maîtres coraniques, constitue une étape importante" dans la lutte contre ce "système d'exploitation", affirme Human Rights Watch (HRW) et la Plate-forme pour la promotion et la protection des droits de l'homme (PPDH), un collectif de 40 ONG locales, dans un communiqué.

Ces ONG "exhortent" également le gouvernement sénégalais "à maintenir l'élan de ce mouvement en ouvrant des enquêtes et en engageant des poursuites judiciaires à

l'encontre des maîtres coraniques" et les autres auteurs des "violations" des droits de l'enfant.

Le Sénégal mène depuis fin juin une opération de retrait des enfants des rues, placés dans un centre d'accueil puis remis à leurs parents ou tuteurs dont des maîtres coraniques, pour éliminer la mendicité.

Plusieurs centaines d'enfants ont depuis lors été retirés des rues de la capitale Dakar, placés dans un centre d'accueil puis remis à leurs parents ou tuteurs dont des maîtres coraniques.

Les "récentes mesures prises par le gouvernement" sont "louables", mais ce retrait "ne conduira pas à des changements sur le long terme si les écoles coraniques ne sont pas réglementées et si les maîtres qui ont commis des abus ne sont pas amenés à rendre des comptes", déclare dans le communiqué une responsable de HRW, Corinne Dufka. Les "meurtres et autres sévices et

actes de maltraitance sur des enfants sont les conséquences de la non poursuite judiciaire des auteurs et des faibles sanctions pénales prises à l'encontre des auteurs", ajoute Mamadou Wane, coordinateur de la PPDH. Plusieurs cas de maltraitances sur des "talibés", dont certaines fatales, ont été recensés en 2016, selon HRW. Elle cite le cas d'"un talibé de 9 ans battu à mort par son maître coranique" à Louga (nord) en février.

Une loi sénégalaise contre la mendicité des enfants, datant de 2005, prévoit deux à cinq ans de prison et une amende allant de 500.000 FCFA à 2.000.000 FCFA (762 à 3.050 euros) mais elle est rarement appliquée. La région de Dakar compte 1.006 "daaras" (écoles coraniques) avec 54.837 "talibés", dont plus de 30.000 pratiquent la mendicité, selon une enquête officielle datant de 2014.

AFP

Officiellement candidate, Clinton propose "une vision lucide"

Officiellement candidate du camp démocrate, Hillary Clinton a proposé jeudi aux Américains une vision "lucide" des défis auxquels les Etats-Unis sont confrontés chez eux et ailleurs tout en attaquant son adversaire Donald Trump qu'elle accuse de semer la peur et la discorde.

Vêtu d'un tailleur pantalon blanc, visiblement émue, Hillary Clinton a longuement profité de la «standing ovation» que lui ont réservé les délégués présents au dernier jour de la convention de Philadelphie lorsqu'elle a accepté sa nomination en vue de la présidentielle du 8 novembre, avant d'entamer un discours qui a balayé un grand nombre de sujets.

«Nous sommes lucides devant ce à quoi notre pays est confronté. Mais nous n'avons pas peur», a déclaré l'ancienne secrétaire d'Etat, qui a brossé un tableau beaucoup plus optimiste des Etats-Unis que celui qu'avait exposé la semaine dernière son rival républicain. Elle s'est même autorisée une allusion à un spot de campagne célèbre de Ronald Reagan en 1984, «Morning in America», dépeignant une Amérique optimiste et laborieuse, qu'elle a transformée en «Midnight in America» de Donald Trump.

«Il a sacrément transformé le Parti républicain, de 'Morning in America' à 'Midnight in America'. Il veut nous séparer, du reste du monde et les uns des autres», a lancé Hillary Clinton à propos de l'homme d'affaires. Son discours était moins électrisant que ceux prononcés lors des précédents jours de la convention par Barack et Michelle Obama ou le vice-président Joe Biden. Mais Hillary



Clinton s'est montrée autoritaire et sûre d'elle. Elle s'est fixé pour «mission prioritaire» de créer davantage d'opportunités et de bons emplois avec des salaires en hausse, et d'affronter des ennemis déterminés et des «menaces et turbulences» aux Etats-Unis comme à travers le monde.

La candidate démocrate a fait honneur à sa réputation de bûcheuse, détaillant une liste de propositions sur la suppression des frais universitaires, les infrastructures, la réforme de l'immigration, le contrôle des armes, les congés parentaux etc.

ACCENTS RÉPUBLICAINS

Hillary Clinton a également reconnu que sa personnalité n'était pas bien connue de tous les Américains. «J'ai cru comprendre que certains ne me connaissent pas bien. Alors, je vais vous dire, la famille d'où je viens n'avait pas son nom sur de grands immeubles», a dit la candidate, faisant implicitement référence à la fortune immobilière

dont a hérité son adversaire.

Par moments, la soirée ressemblait davantage à une convention républicaine que démocrate, à entendre les remarques du général à la retraite John Allen, les cris de «USA!» scandés dans le hall, les fréquentes allusions à la religion et au patriotisme faites par les orateurs, parmi lesquels des militaires et policiers. «Je sais qu'avec elle comme commandant en chef, notre politique étrangère ne se réduira pas à une relation d'affaires. Je sais aussi que nos forces armées ne deviendront pas un instrument de torture», a déclaré John Allen.

Hillary Clinton a elle-même fait un appel du pied aux électeurs indépendants ou républicains, rendant hommage au passé militaire du sénateur et ancien candidat républicain John McCain, ou saluant le service militaire effectué par le fils de Mike Pence, le colistier de Donald Trump. «Je serai la présidente des démocrates, des républicains et des indépendants», a-t-elle dit. Hillary Clinton

s'est également adressée aux partisans de Bernie Sanders en leur lançant: «Vous devez savoir une chose: je vous ai entendus. Votre cause est notre cause.»

«PLUS FORTS ENSEMBLE»

Le sénateur du Vermont, incarnation de l'aile gauche du parti qui fut son adversaire au cours de la primaire démocrate et dont certains partisans ont vécu une convention amère, a félicité Hillary Clinton. «Ensemble, nous sommes plus forts», a-t-il écrit sur Twitter, reprenant le slogan choisi par l'équipe de campagne de la candidate.

«Grand discours. Elle a passé le test. Elle est prête. Elle n'abandonne jamais. C'est pour ça qu'Hillary doit devenir notre prochaine POTUS (présidente des Etats-Unis, NDLR), a commenté quant à lui Barack Obama sur Twitter avant de lui promettre qu'il lui confierait les clés de la Maison blanche. «Personne n'a de plus mauvais jugement qu'Hillary Clinton, la corruption et la dévastation la suivent partout où elle va», a de son côté lancé Donald Trump sur Twitter, après avoir affirmé qu'il n'écouterait pas son discours.

Chelsea Clinton avait plus tôt brossé le portrait d'une mère aimante et passionnée, multipliant les anecdotes familiales. Elle a relaté un séjour de l'ancienne première dame en France «qui restera la France», discrète pique adressée à Donald Trump qui déclarait cette semaine que «la France n'était plus la France». La fille unique du couple Clinton avait été précédée à la tribune par le légendaire basketteur Kareem Abdul-Jabbar ou encore la chanteuse pop-rock Katy Perry. Les délégués démocrates ont également pu entendre Khizr Khan, le père d'un soldat américain de confession musulmane mort au combat. Khizr Khan a attaqué Donald Trump sur ses propos hostiles aux musulmans et a demandé à l'homme d'affaires s'il avait «jamais lu la Constitution» avant d'en brandir un exemplaire qu'il a proposé de lui prêter.

Reuters

La convention démocrate en cinq moments clés



■ La convention d'investiture démocrate de Philadelphie, qui a désigné Hillary Clinton comme candidate à la Maison Blanche, une première pour une femme dans l'histoire américaine, a démarré dans la confusion et finit par une série de discours de haute volée. Voici cinq moments qui ont marqué ces quatre journées.

Les «Bernistas» donnent de la voix

La convention qui veut être celle de l'unité débute mal lundi. Des fans irréductibles de Bernie Sanders, déçus par la défaite de leur champion et écoeurés par les emails internes

du parti (révélsés par Wikileaks) qui montrent une méfiance vis-à-vis du sénateur, laissent éclater leur colère. Aux cris de «Bernie! Bernie!» et avec des broncas répétées, ils interrompent les orateurs à chaque fois qu'ils prononcent le nom d'Hillary Clinton. Le tapage, qui donne une image de désunion, s'apaisera au fil des jours, sous l'impulsion de l'ex-candidat qui appellera au calme et au respect.

Le récit de Bill

«Au printemps 1971, j'ai rencontré une fille». Avec son timbre de voix reconnaissable entre tous, son sens politique hors-norme, Bill

Clinton, ex-président et possible futur «First Gentleman» raconte, dans un registre très personnel, sa rencontre avec «Hillary».

Les premiers échanges sur le campus de Yale, les demandes en mariage successives (la troisième sera la bonne), la naissance de leur fille Chelsea... Le 42e président des Etats-Unis a un objectif, un seul: humaniser une candidate vue par nombre d'Américains comme froide et calculatrice.

La magie Michelle et Barack

Michelle lundi soir, Barack deux jours plus tard: les Obama, qui s'approprient à quitter la Maison Blanche, ont enflammé le Wells Fargo Center avec des discours passionnés. «Grâce à Hillary Clinton, mes filles et tous nos enfants considèrent désormais comme évident qu'une femme peut devenir présidente des Etats-Unis», lâche la Première dame, la gorge nouée. «Nous mènerons Hillary à la victoire!», lance le président face à une foule électrisée à l'issue d'un discours prenant par moment la forme d'adieux.

La douleur

Une convention politique américaine est d'abord une kermesse dominée par un brouhaha permanent. Mercredi et jeudi, l'immense salle omnisports s'est figée face à la douleur. Mercredi, Christine Leinonen, simple croix noire en pendentif, est venue dire la douleur de la mort de son fils unique, abattu comme 48 autres dans l'attaque du club gay Pulse à Orlando. Et plaider pour un durcissement des lois sur les armes à feu. «L'arme qui a assassiné mon fils a tiré 30 balles en une minute. Une minute pour tirer tant de balles, cinq minutes pour que les cloches rendent hommage à tant

de vies». Jeudi, c'est Khizr Khan qui est venu muer la douleur d'avoir perdu son fils —un capitaine de l'armée américaine musulman— en puissant message contre la rhétorique anti-islamique et anti-immigrés de Donald Trump. «Vous n'avez rien sacrifié, vous n'avez perdu personne. Nous ne pouvons résoudre nos problèmes en construisant des murs, en semant la discorde», a dit le père de Humayun, très digne pesant chacun de ses mots. «Votez pour celle qui guérit, votez pour la candidate la plus forte, la plus qualifiée, Hillary Clinton. Pas pour celui qui divise».

L'heure de gloire d'Hillary

Toute de blanc vêtue —un clin d'oeil aux suffragettes— devant des milliers de délégués de son parti qui ont fait d'elle la première candidate à la présidentielle d'un grand parti, Hillary Clinton a lancé: «C'est avec humilité, détermination et une confiance sans limites dans la promesse de l'Amérique que j'accepte votre nomination pour la présidence des Etats-Unis».

Elle a promis d'être «la présidente des démocrates, des républicains, des indépendants» et de mettre l'emploi au centre de sa présidence si elle l'emportait le 8 novembre.

«Tant d'entre vous m'ont dit qu'ils sentaient que l'économie ne fonctionnait pas pour eux. Certains d'entre vous sont frustrés, même furieux. Et vous savez quoi? Vous avez raison. Elle n'est pas encore à la hauteur». «Ma première mission en tant que présidente sera de créer davantage d'opportunités et davantage d'emplois avec des salaires en hausse ici-même aux Etats-Unis... Du premier au dernier jour de mon mandat».

AFP

Hillary Clinton, tenace survivante de la politique américaine

Hillary Rodham Clinton cite parfois son idole Eleanor Roosevelt, l'épouse de l'ancien président démocrate Franklin Roosevelt: pour faire de la politique quand on est une femme, "il vous faut la peau aussi épaisse qu'un rhinocéros".

En campagne, elle aime répéter les mille anecdotes sur les épreuves auxquelles elle a survécu durant ses quatre décennies de vie publique. «J'ai les cicatrices pour le prouver», dit-elle. On ne compte plus les accusations républicaines de mensonge, fraude, clientélisme, voire de meurtre. Une large majorité d'Américains la trouvent malhonnête. Et pourtant la voici à 68 ans aux portes de la Maison Blanche, première femme à porter les couleurs d'un grand parti américain à l'élection présidentielle.

Assumant pleinement son rôle de pionnière, elle s'est dite jeudi, en acceptant l'investiture de son parti, «heureuse pour les grand-mères et les petites filles et toutes celles qui sont entre les deux».

«Je suis heureuse pour les garçons et les hommes aussi, car quand une barrière tombe pour quelques-uns en Amérique, cela ouvre l'espace pour tous.»

De Chicago à l'Arkansas

Hillary Diane Rodham est née le 26 octobre 1947 à Chicago et a grandi dans la banlieue blanche et paisible de Park Ridge, en plein Midwest, dans une famille de la classe moyenne.

Elle adore sa mère Dorothy; le père, Hugh Rodham, petit patron, est têtue, dur. Mais il lui transmet son éthique de travail et la crainte permanente de manquer. C'est aussi de lui qu'elle hérite des convictions républicaines qu'elle conservera jusqu'à ses années d'étudiante. La famille est protestante méthodiste.

Très bonne élève, elle entre en 1965 dans la prestigieuse université pour jeunes femmes, Wellesley College. Dans le tumulte des «sixties», les quatre années universitaires lui ouvrent les yeux sur la lutte pour



les droits civiques, la guerre du Vietnam, l'égalité hommes-femmes...

L'étudiante aux grosses lunettes, qui déteste le maquillage, est bosseuse et ambitieuse. Ses camarades l'élisent présidente des étudiantes, ce qui lui permet un coup d'éclat: un discours idéaliste et exalté à la cérémonie de remise des diplômes. «Elle était déjà une leader à 19 ans, elle savait ce qu'elle voulait dans la vie», dit à l'AFP Suzanne Salomon.

Suit l'entrée en 1969 à la faculté de droit de Yale et la rencontre avec Bill Clinton, son «Viking venu d'Arkansas».

Elle avait «un air volontaire et une maîtrise de soi que j'avais rarement vus chez quiconque, homme ou femme», écrira Bill.

Son activisme en faveur des droits des enfants et des femmes s'épanouit pendant ces années, et à la sortie, elle choisit de travailler pour le Fonds de défense des enfants, pendant que Bill Clinton se lance en politique dans l'Arkansas.

Après un passage par Washington en 1974, à la commission d'enquête sur le scandale du Watergate, elle rejoint Bill, bientôt élu gouverneur, tandis qu'elle intègre un grand cabinet d'avocats de Little Rock.

Chelsea, leur fille unique, naît en 1980. Evoquant une mère «merveilleuse,

attentive et drôle», celle-ci a dit jeudi sa fierté face à une femme animée d'un «sens aigu» de la justice.

Deux pour le prix d'un

Sous pression, Hillary Rodham finit par abandonner son nom de jeune fille et devient Hillary Clinton, Première dame de l'Arkansas, puis des Etats-Unis après l'élection de Bill en 1992.

Mais l'image de «co-présidente» de l'ombre tranche avec le rôle traditionnel d'une Première dame s'occupant de bonnes oeuvres. Son épreuve du feu, la refonte du système de santé, tourne au désastre en 1994. Après cet échec, elle se retire des dossiers trop politiques pour se consacrer à la cause des femmes, notamment à l'étranger.

Humiliée par son mari adultère, elle le défend pourtant bec et ongles pour empêcher sa destitution dans l'affaire Monica Lewinsky, alors même qu'ils suivent une thérapie de couple.

Les Américains compatissent: jamais sa cote de popularité n'aura été aussi élevée, 67% d'opinions favorables en décembre 1998.

Scandales

A l'approche du départ de la Maison Blanche, elle se lance en politique et

devient sénatrice de l'Etat de New York. Elle passe son tour à la présidentielle de 2004 mais, aux primaires suivantes en 2008, Barack Obama l'étrille pour son vote autorisant la guerre d'Irak.

Hillary Clinton avait fait de son expérience un slogan, promettant d'être une nouvelle Dame de fer; les Américains lui ont préféré un quadragénaire néophyte incarnant le changement.

Coup de théâtre, elle devient secrétaire d'Etat de Barack Obama pendant son premier mandat. Hyperactive mais sans réels succès à son actif, critiquent ses détracteurs. Les républicains l'accusent surtout d'incompétence après l'attaque de Benghazi, en Libye, lors de laquelle quatre Américains sont tués dont l'ambassadeur.

Et si elle a échappé à une inculpation dans l'affaire de la messagerie privée qu'elle a utilisée au lieu du compte gouvernemental, le scandale renforce l'image d'un couple Clinton se croyant au-dessus des lois et contribue à l'effondrement de sa cote de popularité.

Mais ces années de diplomatie cimentent aussi son image de femme d'Etat.

«Jamais un homme ou une femme n'a été aussi qualifié qu'Hillary Clinton pour la présidence des Etats-Unis d'Amérique», a affirmé Barack Obama lors de la convention.

AFP

Hillary Clinton s'érige en garante des valeurs américaines face à Trump

■ Hillary Clinton est entrée dans l'Histoire jeudi à Philadelphie en devenant la première femme investie par un grand parti dans la course à la Maison Blanche, et s'est posée en garante d'une Amérique optimiste et ouverte face au populiste Donald Trump.

Dans une mer de drapeaux américains, précédée à la tribune par un général et un arc-en-ciel d'Américains de toutes origines et toutes religions, Hillary Clinton, 68 ans, a fait plus que reprendre le flambeau du Parti démocrate: c'est en défenderesse de la Constitution et des valeurs américaines qu'elle s'est érigée jeudi soir.

Et elle a exhorté ses compatriotes à ne pas céder au message populiste de son rival républicain pour le scrutin de novembre.

«C'est avec humilité, détermination et une confiance sans limites dans la promesse de l'Amérique que j'accepte votre nomination pour la présidence des Etats-Unis», a-t-elle déclaré, en clôture de la convention qui l'avait adoubee mardi, sept semaines après la fin des primaires.

Dans son discours de près d'une heure, devant près de 5.000 délégués et des milliers d'invités et de journalistes, elle a prévenu les Américains séduits par le verbe martial de son adversaire que l'élection de novembre serait une «heure de vérité».

Comme Barack Obama la veille, elle a affirmé que l'alternative n'était pas entre droite et gauche, mais entre deux Amériques, l'une de peur et de rejet, l'autre confiante et

solidaire.

Elle ne s'est d'ailleurs pas appesantie sur le programme démocrate, sachant que l'impréparation n'est pas ce que les électeurs lui reprochent. Elle a glissé sur son rôle de pionnière et la longueur de son CV.

Les mots les plus importants de son discours étaient «plus forts ensemble», le slogan de sa campagne.

La félicitant sur Twitter, Barack Obama a promis de lui céder son compte sur le réseau social.

Trump dans le bureau ovale

Donald Trump n'est apparu dans son discours que comme un faire-valoir de la crédibilité de son parcours et de la sincérité de ses convictions. Elle a cité Franklin Roosevelt et John F. Kennedy et évoqué son éducation au début des Trente glorieuses pour dénoncer un candidat sans ancrage dans la tradition américaine.

«La triste vérité est qu'il n'y a pas d'autre Donald Trump. Il est vraiment comme ça», a lâché Hillary Clinton.

Depuis juin, la candidate a pris ses marques pour critiquer, avec force sarcasmes, le milliardaire new-yorkais. Elle prend plaisir à rappeler les faillites de ses casinos et à souligner sa susceptibilité supposée.

«Imaginez-le dans le bureau ovale confronté à une crise réelle. Un homme que vous pouvez appâter avec un tweet n'est pas

un homme auquel vous pouvez confier des armes nucléaires», a-t-elle lancé.

Mais elle est redevenue solennelle pour décrier des promesses creuses du républicain, assimilé à ces «petits hommes gouvernés par la peur et l'orgueil».

«L'Amérique est grande, car l'Amérique est bonne», a déclaré Hillary Clinton. «Assez d'intolérance et de grandiloquence. Donald Trump n'offre aucun vrai changement».

Electorat blanc

Le texte de Mme Clinton n'était pas sans autocritique. Elle a convenu avoir besoin des partisans de son ex-rival des primaires Bernie Sanders, leur lançant: «Je vous ai entendus».

Et l'héritière désignée de Barack Obama a admis que les électeurs «en colère, voire furieux» des problèmes économiques persistants avaient... raison.

«Nous ne vous avons pas assez bien montré que nous comprenons vos épreuves, et que nous allons vous aider», a-t-elle dit.

Promettant que l'emploi et la hausse des salaires serait sa «mission principale», elle concrétisera dès vendredi cet engagement par une tournée en Pennsylvanie et dans l'Ohio, épicentre de la désindustrialisation, avec son colistier Tim Kaine.

C'est l'électorat blanc et ouvrier de cette région que convoite également Donald Trump.

Stephen Miller, conseiller du républicain, a critiqué l'Amérique «imaginaire» d'Hillary

Clinton, affirmant qu'en étaient exclus «les gens qui ont perdu leur emploi à cause des accords commerciaux des Clinton».

Et le scandale de son adresse mail privée utilisée pour des messages officiels alors qu'elle était secrétaire d'Etat n'a pas arrangé les choses.

Mais seuls quelques délégués fidèles à «Bernie» ont manifesté leur rejet par des protestations silencieuses, avec des pancartes, ou par des cris sporadiques vite couverts par ceux des partisans d'Hillary Clinton.

La mise en scène impeccable de la convention a vu défiler à la tribune des Américains ordinaires, des célébrités allant de Katy Perry à Meryl Streep, des ténors démocrates ainsi que des républicains dégoûtés par leur porte-flambeau.

Le général à la retraite John Allen et des anciens soldats, dont l'Américain d'origine française Florent Groberg, ont aussi apporté leur caution militaire à l'ancienne sénatrice de New York, qui accède enfin à la nomination qu'elle avait dû céder il y a huit ans à Barack Obama.

Dans cette succession de discours, celui de Khizr Khan, père d'un soldat américain musulman tué en Irak en 2004, a marqué les esprits. «M. Trump, vous demandez à l'Amérique de vous confier son avenir, mais avez-vous au moins lu la Constitution des Etats-Unis?», a lancé ce père dans une colère à peine contenue, et en brandissant un exemplaire du texte.

AFP

Indonésie

Exécutions de condamnés dans un "chaos total"

L'Indonésie a exécuté hier quatre condamnés à mort pour trafic de drogue mais dix autres qui devaient être fusillés ont apparemment obtenu un sursis lors d'un processus confus de bout en bout et qualifié par un avocat de "chaos total".

Les exécutions au complexe pénitentiaire de Nusakambangan (sud), "l'Alcatraz indonésien", se sont déroulées dans la nuit, en dépit des vives protestations d'ONG de défense des droits de l'Homme, du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, et de l'Union européenne qui avaient appelé l'Indonésie à y renoncer.

Quatre détenus - trois Nigériens et un Indonésien - ont été abattus par arme à feu peu après minuit. L'un des prisonniers nigérien a été incinéré quelques heures plus tard, tandis que les corps des trois autres étaient préparés pour l'inhumation.

Mais des questions ont fusé quant au déroulement des opérations, dans la mesure où 10 autres condamnés qui devaient également passer devant le peloton d'exécution dans une clairière dans la jungle -- incluant des ressortissants d'Inde, du Pakistan et du Zimbabwe -- ont été épargnés à la dernière minute sans la moindre explication.

Le procureur général adjoint, Noor Rachmad, a expliqué après les exécutions en pleine nuit sous une pluie battante que "les autres exécutions auraient lieu par étapes", sans préciser de date.

Les avocats des condamnés, qui attendaient avec impatience des nouvelles du sort de leurs clients, ont été maintenus dans le flou complet, sans savoir pourquoi les exécutions prévues n'avaient pas eu lieu, a déploré l'avocat Ricky Gunawan. Son client nigérien, Humphrey Jefferson Ejike Eleweke, figurait parmi ceux qui ont été ligotés à un poteau et fusillés.

"Je voudrais dire que les exécutions ce matin étaient un chaos total", a déclaré à l'AFP M. Gunawan depuis Cilacap, ville face à la petite île en face de "l'Alcatraz indonésien", où avocats et familles étaient rassemblés dans la nuit.

"Aucune information claire ne nous a été donnée sur le déroulement des exécutions, sur la raison pour laquelle seulement quatre (ont été exécutés) et sur ce qui se passe pour les 10 autres", a-t-il déploré.



Des membres de familles de condamnés étaient déjà sous le choc jeudi matin quand ils ont appris que l'exécution de leurs proches avait été avancée d'une journée par rapport à ce qui était prévu initialement.

Désespérés, des hommes et des femmes s'étaient précipités à Nusakambangan pour faire leurs adieux à leurs proches, dont certains ont finalement regagné leur cellule.

Le président indonésien Joko Widodo défend le recours à la peine de mort pour combattre le trafic de drogue, en soulignant que son pays mène une guerre contre les produits stupéfiants et que les trafiquants doivent être sévèrement sanctionnés.

Les exécutions de vendredi sont la troisième série depuis que Joko Widodo, surnommé Jokowi, est arrivé au pouvoir en octobre 2014.

La précédente série s'était déroulée il y a 15 mois. Huit hommes -- deux Australiens, un Brésilien, quatre Nigériens

et un Indonésien -- condamnés à la peine capitale pour trafic de drogue dans des affaires distinctes, avaient été exécutés le 29 avril 2015, un événement qui avait provoqué de vives critiques internationales, l'Australie allant jusqu'à rappeler temporairement son ambassadeur.

Parmi les autres étrangers dans le couloir de la mort en Indonésie figurent le Français Serge Atlaoui et la Philippine Mary Jane Veloso, condamnés pour trafic de drogue et tous deux retirés de la liste lors de la série d'exécutions l'an passé.

Les autorités indonésiennes ont indiqué que les trois Nigériens exécutés vendredi étaient Seck Osman, Humphrey Jefferson Ejike Eleweke et Michael Titus Igweh, et l'Indonésien Freddy Budiman.

L'avocat d'Eleweke, Afif Abdul Qoyim, a déclaré à l'AFP que son client n'aurait pas dû être exécuté dans la mesure où il avait déposé un recours en justice plus tôt dans la semaine.

"Quand cette procédure n'est pas respectée, cela signifie que ce n'est plus un pays qui respecte la loi ni les droits de l'homme", a-t-il dit.

AFP

99 colonels promus en Turquie L'état-major quasi inchangé

Le Conseil militaire suprême (YAS), organe de supervision des forces armées en Turquie, a promu 99 colonels au rang de général ou d'amiral et placé 48 généraux à la retraite à l'occasion d'une réorganisation annuelle, a annoncé l'armée vendredi.

Près de deux semaines après la tentative de coup d'Etat d'un groupe au sein de l'armée, qui a valu à près de 1.700 militaires, dont 40% de généraux et amiraux, d'être congédiés pour conduite déshonorante, les principaux responsables de l'état-major sont maintenus à leur poste.

Seuls changements notables, le chef d'état-major adjoint, le général Yasar Guler, est nommé commandant de la gendarmerie et le chef de la prestigieuse Première Armée, le général Umit Dundar, le remplace en tant que numéro deux de l'état-major, toujours dirigé par Hulusi Akar.

Seize généraux et amiraux sont également promus et les mandats de vingt généraux ou amiraux ont été prolongés d'un an, précise l'armée dans un communiqué, sans faire allusion au putsch avorté.

Jeudi soir, à l'issue de la réunion du YAS, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a fait savoir qu'il souhaitait que l'armée et les services secrets (MIT) soient placés sous le contrôle de la présidence.

Reuters

Trafic d'êtres humains

Plus de 2.700 victimes sauvées en Amérique latine

Plus de 2.700 victimes de trafic d'êtres humains en Amérique latine, dont des adolescentes, ont été libérées grâce à une vaste opération coordonnée par Interpol, a indiqué jeudi l'organisation de coopération policière internationale.

Baptisée Opération Intercops - Spartacus III, l'opération menée en juin s'est d'abord concentrée sur trois aéroports soupçonnés d'être des plaques tournantes pour le trafic d'êtres humains: Ministro Pistarini (Ezeiza) à Buenos Aires (Argentine), Guarulhos à Sao Paulo (Brésil) et El Dorado à Bogota (Colombie), précise dans un communiqué l'organisation basée à Lyon.

L'opération conduite en coopération avec 25 pays a permis de procéder à 134 arrestations et de démanteler sept réseaux de crime organisé, ajoute Interpol, à la veille de la Journée mondiale de lutte contre le trafic d'êtres humains, le 30 juillet.

Parmi les victimes secourues, se trouvaient 27 adolescentes exploitées comme prostituées ou main d'oeuvre bon marché dans différents pays. En Equateur, plusieurs jeunes filles avaient ainsi été enlevées à la sortie de l'école avant d'être droguées et emmenées hors du pays.

Au Pérou, quelque 900 policiers ont également participé à une opération visant l'esclavage sexuel et le travail forcé dans la ville minière de La Rinconada, permettant la libération de 190 femmes et 250 hommes ainsi que l'arrestation de cinq suspects.

En 2012 et 2014, les opérations Spartacus I et II avaient déjà abouti au sauvetage de plus de 1.000 victimes.

T. A.

USA

Facebook menacé d'un redressement fiscal de plusieurs milliards de dollars

Le géant de l'internet Facebook pourrait devoir payer de 3 à 5 milliards de dollars au titre d'un redressement fiscal aux Etats-Unis, a-t-il indiqué jeudi dans un document transmis à la Commission des opérations en Bourse américaine (SEC).

Le fisc américain (IRS) a effectué un contrôle sur les comptes de Facebook pour les années 2008 à 2013 et estime qu'il a sous-évalué ses actifs pour l'année 2010 lorsqu'il a transféré une partie de ses activités à une filiale située en Irlande.

Si cette décision était étendue aux années suivantes, Facebook pourrait devoir payer de 3 à 5 milliards de redres-

sement fiscal, indique le document déposé auprès de la SEC.

Il souligne également que Facebook n'est pas d'accord avec l'avis de l'IRS et prévoit de déposer un recours devant un tribunal chargé des affaires fiscales.

Facebook avait annoncé mercredi des bénéfices trimestriels record avec plus de 2 milliards de dollars de bénéfice net et précisé qu'il avait 1,71 milliard d'utilisateurs à la fin juin.

Des documents judiciaires révélés début juillet avaient déjà dévoilé cette enquête de l'IRS que Facebook a donc confirmé jeudi.

Selon ces documents, l'administration fiscale américaine s'intéresse particuliè-

rement au transfert à Facebook Irlande de droits sur les activités mondiales de Facebook, à l'exception des Etats-Unis et du Canada.

Le groupe, au même titre que d'autres multinationales américaines telles Amazon, Google et Apple, est régulièrement accusé en Europe et aux Etats-Unis de vouloir échapper aux impôts en choisissant par exemple de s'installer dans des pays où la fiscalité est plus favorable.

L'Irlande est souvent choisie comme le siège européen de ces entreprises car elle est l'un des pays où l'impôt sur les bénéfices des sociétés (12,5%) est le plus faible de l'UE.

AFP

Festival international d'Oran du film arabe

Le long métrage égyptien "Nouara" remporte le "Wihr d'or"

Le long métrage "Nouara" de la réalisatrice Hala Khalil d'Égypte a remporté le "Wihr d'or" de la 9ème édition du Festival international d'Oran du film arabe (FIOFA), qui a baissé rideau mercredi soir au théâtre de verdure "Hasni Chekroun" d'Oran.



Cette œuvre, dont le scénario est écrit par la réalisatrice même, relate l'histoire d'une femme "Nouara" qui se rend quotidiennement pour travailler, d'un quartier pauvre à un autre huppé, avec ses soucis et ses rêves. Le printemps 2011 lui provient un autre lot d'inquiétudes, lit-on dans le synopsis. Le prix du jury dans cette catégorie de film est revenu au long métrage marocain "Massafat mil bi hidaii" du réalisateur Said Khellaf, alors

qu'un prix spécial a été décerné au film "Samt erraii" du réalisateur Raad Mechtet d'Irak.

L'Algérien Lotfi Bouchouchi a décroché, quant à lui, le prix du meilleur réalisateur pour son film "El bir" (Le puits).

Les prix de la meilleure interprétation féminine et masculine ont été décernés respectivement à l'actrice Mouna Chalabi dans le film "Nouara" et Alain Saada du Liban dans le film "Kathir kabir".

Le prix du meilleur scénario a été attribué à Joud Said de Syrie pour le film "Fintidhar el kharif". Le grand prix des courts métrages est revenu au film égyptien "Har jaf saifan" (chaud et sec en été) du réalisateur Charif El Bandari et le prix du jury au film algérien "Kindil el bahr" (La méduse) du réalisatrice Damine Ounouri.

Un prix spécial a été décerné au film "Ghadra" du tunisien Djamil Ennadjar.

Le grand prix des documentaires a été

décroché par le film "Fi rassi rond point" du réalisateur algérien Hassan Ferhani. Cette œuvre est une coproduction (Algérie, France, Qatar, Liban et Hollande).

Le prix du jury dans cette catégorie a été attribué au film "Abaden lam nakoun atfal (jamais nous étions des enfants) du réalisateur égyptien Mohammad Souleymane, qui est une coproduction (Égypte, Emirats arabes unis, Qatar et Liban).

Le jury des longs métrages dans cette édition est présidé par le Syrien Mohamed Males et composé de l'actrice et réalisatrice Fatima Belhadj d'Algérie, de l'acteur égyptien Asser Yassin et l'actrice palestinienne Ruba Bilal et Jean Baptiste.

Le jury des courts métrages est présidé par le réalisateur algérien Rachid Benallal et composé de l'actrice marocaine Maissa Meghrebi et la comédienne franco-libanaise Laetitia Eido.

Les documentaires ont été évalués par un jury présidé par le réalisateur Mourad Ben Cheikh et composé de l'actrice et productrice libanaise Carole Abboud, le réalisateur algérien Djamel Hazourli et le français Michel Serceau.

La neuvième édition du FIOFA, organisée du 22 au 27 juillet a enregistré la participation de 34 films entre longs et courts métrages et documentaires représentant 14 pays arabes.

Bilal L.

Nouveau musée de Tazoult Prochain transfert des pièces archéologiques

Les objets archéologiques et mosaïques conservés dans l'ancien musée de la ville de Tazoult, distante de 10 km de la ville de Batna, seront prochainement transférés vers le nouveau musée réalisé à l'entrée de la même ville, a indiqué jeudi le directeur de la Culture, Omar Kebbour.

La demande adressée à cet effet au ministère de la Culture a obtenu l'accord de principe de la tutelle, a assuré le même responsable qui a estimé que l'opération de transfert est délicate et doit être chapeautée par des archéologues et des muséologues.

Les travaux de réalisation du nouveau musée ont été achevés en 2012, mais l'établissement, resté fermé depuis, a été "temporairement" mis à la disposition du Centre national de recherche en archéologie pour servir d'entrepôt aux nouvelles pièces archéologiques découvertes, a relevé le directeur de la Culture.

Une autre demande a été adressée à la tutelle pour restaurer l'ancien musée et le rouvrir de nouveau en tant que petit musée, a indiqué M. Kebbour.

L'ancien musée de Tazoult a été créé en 1901 dans une pièce de 50 mètres carrés. Plus de 2.000 objets archéologiques essentiellement romains mis au jour depuis les premières fouilles françaises de 1850 y sont entreposés dont plusieurs mosaïques, selon des sources historiques.

Ce petit musée qui ne répond pas aux critères muséaux, n'a été clôturé qu'en 1972. Son administration dépendait de la circonscription archéologique de Timgad jusqu'en 1982 durant laquelle un responsable y a été affecté.

Cité garnison romaine, Lambaesis a été édifée par la 3ème Légion Augusta vers l'an 80 pour contrôler les accès vers le Sahara.

Bilal L.

Un soutien à l'industrie cinématographique arabe

La réalisatrice égyptienne Hala Khalil dont le long métrage a décroché le grand prix "Wihr d'or" à la neuvième édition du Festival international d'Oran du film arabe (FIOFA), clôturé mercredi soir à Khemisti (Tissemsilt).

Dans une déclaration à la presse après avoir reçu le prix pour son film "Nouara", elle

a souligné que "la consécration dans un festival de cette taille ne peut que donner un élan à l'industrie cinématographique arabe vers le haut".

La réalisatrice égyptienne a exprimé sa fierté d'être primée au festival d'Oran qui, a-t-elle dit, est devenu l'un des plus prestigieux rendez-vous cinématographiques dans le monde arabe.

Par la même occasion, elle valorisé le

festival international d'Oran qui a attiré les plus importants et récents films traitant surtout de questions de fond de la situation arabe actuelle.

La lauréate du "Wihr d'or" a dédié ce prix à la mémoire du réalisateur égyptien défunt Mohammad Khan, décédé mardi à l'âge de 73 ans, appelant à étudier son riche répertoire.

H. T.

Festival du théâtre pour enfants à Khemisti

La troupe "Ioulou'a saoudae" de Batna lauréate

La pièce "Oumiate mazih" (souhait d'un farceur) de la troupe "Ioulou'a saoudae" (Perle noire) de la wilaya de Batna a remporté le prix de la meilleure pièce à la 13ème édition du Festival du théâtre pour enfants, qui a pris fin mercredi soir à Khemisti (Tissemsilt).

La deuxième place est revenue à la troupe "Essitar eddhahabi" de Mostaganem pour sa pièce "El qaria essaiida" (le village heureux). La troupe "Ahabab el masrah" de la wilaya de Laghouat s'est adjugé la troisième place avec sa pièce "Kharbacha bent errif".

Sur le plan individuel, Moncef Saidi de la troupe "El Ahlam" de Tlemcen a remporté le prix de la meilleure interprétation masculine pour avoir superbement interprété le rôle de "Talhouf" dans la pièce "Kitab el ahlam",

alors que Marwa Belalmi de la troupe "Ahabab el masrah" de Laghouat ayant brillé dans la pièce "Kharbacha bent errif" a décroché le prix de la meilleure interprétation féminine. Toutes les troupes participantes ont été honorées lors de la cérémonie de clôture de ce festival, de même que ceux qui ont contribué à sa réussite dont l'APC de Khemisti et la DJS de la wilaya de Tissemsilt.

Selon le président du comité d'organisation du festival, Moussa Touil, toutes les pièces présentées, trois jours durant, ont été appréciées permettant de mettre en exergue des talents.

Pour sa part, l'association des activités de jeunes de Khemisti, initiatrice de cette manifestation en collaboration avec l'APC

de cette commune et la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tissemsilt, oeuvre à donner, dans la prochaine édition, une dimension maghrébine à ce festival, qui connaît un succès et la participation sans cesse croissante de wilayas du pays, selon son président, Hennini Mahmoud.

La 16ème édition du festival a vu la participation de 11 troupes théâtrales de dix wilayas. Un riche programme d'activités a été concocté pour cette manifestation comportant notamment des ateliers de formation sur l'interprétation théâtrale, la scénographie et la mise en scène théâtrale et une journée d'étude sur la réalité du théâtre pour enfants en Algérie.

R. C.

PAROLES DE FEMMES

«Une heure de conversation vaut mieux que cinquante lettres.»

Madame de Sévigné



FEMMES

ILS ONT DIT :

«La conversation est un art difficile. Il faut savoir être économe.»

Gilles Archambault

ACTUS-FEMMES Page animée par Tinhinan

LA FILLE D'HILLARY CLINTON A PRONONCÉ UN DISCOURS ÉMOUVANT

CHELSEA CLINTON DÉVOILE LA FACE CACHÉE DE SA MÈRE

Après le discours du mari aimant, voilà celui de la fille passionnée. Hier, Chelsea Clinton était à Philadelphie pour louer les qualités de sa mère qu'elle a décidé de présenter en mère et grand-mère idéale afin d'humaniser celle qui est souvent vue comme une femme politique coriace et crispée.

"Je suis ici en tant que fière américaine, fière démocrate, fière maman et surtout fière fille." Robe rouge moulante, talons hauts et brushing parfait, Chelsea Clinton a fait grande impression lors de la convention démocrate qui s'est poursuivie à Philadelphie hier. Comme Ivanka Trump la semaine dernière avec son père, Chelsea Clinton a tout donné pour présenter sa favorite sous son meilleur jour devant des milliers de sympathisants démocrates venus l'écouter à Philadelphie.

Souvenirs attendrissants, compliments émouvants... Chelsea Clinton a choisi l'empathie pour présenter sa mère : "Aussi loin que remontent mes souvenirs, je sais qu'elle a toujours été là (...) Même quand elle partait. Elle me laissait des messages dans une enveloppe datée, pour que je sache quand les ouvrir chaque jour où elle était loin." Dans l'émotion, les larmes ont presque coulé au bout de onze minutes de paroles angéliques, lorsque la fille de la candidate a évoqué sa grand-mère "qui aurait aujourd'hui été très fière."

Dans les coulisses de la convention, Hillary Clinton a regardé sur un écran l'intervention de sa fille. "So proud," a-t-elle tweeté devant la réussite de sa fille. Il faut dire que la tâche était moins ardue pour elle que pour Ivanka Trump, dont la mission était de rendre humain un candidat souvent détesté par les électrices.

BEAUTÉ

BRONZAGE : DES RECETTES BEAUTÉ NATURELLES AUX FRUITS D'ÉTÉ

La nature regorge de bienfaits pour notre peau. Alors pour vitaminer votre visage et dire adieu au teint brouillé, pensez donc aux fruits. Le point sur leurs bienfaits et des idées de recettes beauté avec ce dossier 100% fruité !

LA BANANE POUR ADOUCIR : SES BIENFAITS

La banane est idéale pour adoucir la peau et la réparer, notamment après une brûlure ou un coup de soleil. Gardez-les donc au frigo pour l'effet fraîcheur et utilisez-les illico en cas de petit coup de chaud.

La recette: Soin apaisant anti-coup de soleil à la banane
Enlevez la peau d'une banane et découpez quelques tranches. Ecrasez-les avec une fourchette et ajoutez une cuillère à soupe de yaourt bulgare bien frais. Laissez poser sur le visage jusqu'à ce que les sensations d'échauffement se calment et rincez.

LA POMME POUR RAJEUNIR : SES BIENFAITS

Manger une pomme par jour serait excellent pour la santé. C'est dire, si elle regorge de bienfaits ! La pectine contenue dans ce fruit permettrait par exemple de lutter contre le temps qui passe. Pensez-y pour un soin anti-rides.

La recette : Lotion Jeunesse à la pomme
Lavez 3 pommes bio et coupez-les en 4. Passez-les à la centrifugeuse pour en extraire le jus et versez-le dans une petite bouteille. Ajoutez quelques gouttes d'extraits de pépins de pamplemousse pour une meilleure conservation et utilisez chaque matin en tonique à l'aide d'un coton. Cette lotion se garde quelques jours au frigo.

LA FRAISE POUR ASSAINIR : SES BIENFAITS

Voilà un fruit parfait pour lutter contre les petites imperfections locales et les boutons ! Associée à quelques gouttes de jus de citron, elle est idéale pour rafraîchir les teints brouillés et assainir la peau. Un vrai fruit beauté.

La recette : Masque éclat à la fraise
Mixez quelques fraises franches en y ajoutant quelques gouttes de jus de citron. Ajoutez une cuillère à soupe de

yaourt bio à la fraise et mélangez. Appliquez sur le visage et déposez une compresse de gaz stérile par dessus. Laissez poser une trentaine de minutes avant de rincer.

LE RAISIN POUR RAFFERMIR : SES BIENFAITS

Il fait partie des fruits connus et reconnus pour leurs vertus pour la peau ! Riches en polyphénols, les grains de raisins sont notamment parfaits pour lutter contre les rides. Excellent également pour la circulation du sang : les feuilles de vigne rouge. Une bonne raison pour s'offrir une cure maison façon vinothérapie, non ?

La recette: Bain jeunesse pour le corps au raisin blanc
Mixez 2 kilos de raisin blanc en fine purée avec une cuillère à soupe d'huile d'onagre ou de bourrache, excellentes pour la jeunesse de la peau. Veillez à bien mixer les grains pour libérer tous les bienfaits des polyphénols. Versez dans l'eau du bain.

Délasser-vous pendant une vingtaine de minutes et terminez par un jet d'eau froide pour raffermir la peau.

LA FRAMBOISE POUR RAFRAÎCHIR : SES BIENFAITS

Purifiante et rafraîchissante, la framboise est l'amie des peaux fatiguées et des teints ternes. A adopter sans hésiter pour retrouver de l'éclat et parfumer sa peau d'un délicat parfum de fruits rouges....

La recette: mousse de beauté minute à la framboise
Montez le blanc d'un œuf frais en neige avec quelques gouttes de jus de citron. Mixez une poignée de framboises avec une demi-cuillère à café de miel liquide. Ajoutez au blanc en neige et mélangez délicatement. Laissez poser en masque sur votre visage préalablement démaquillé pendant une vingtaine de minutes.

LE CITRON POUR PURIFIER : SES BIENFAITS

Astringent, anti-bactérien et riche en vitamine C, le citron est idéal pour les peaux grasses ! Il permet en effet de lutter contre imperfections et aide à assainir l'épiderme en purifiant et en resserrant les pores de la peau. A éviter néanmoins si vous avez la peau particulièrement fragile.



La recette : Gommage peau nette au citron Dans une petite assiette, versez 3 à 4 cuillères à soupe de semoule de blé dur fine. Ajoutez quelques gouttes d'huile d'olive (pour gommer sans décaper) et le jus d'un demi citron. Mélangez et appliquez sur le visage bien démaquillé avec le bout des doigts. Massez délicatement en insistant sur les zones les plus grasses du visage (les ailes du nez, le front et le menton) et rincez.

L'ABRICOT POUR BRONZER : SES BIENFAITS

Riche en vitamine A et en bêta-carotène, l'abricot est le fruit idéal pour entretenir son bronzage et garder un teint éclatant toute l'année. Il aide aussi à protéger la peau des agressions extérieures et notamment des UV, même s'il ne remplace bien sûr en aucun cas une bonne crème solaire.

La recette : Huile prolongateur de bronzage à l'abricot
Gardez quelques noyaux d'abricots (environ 150g) et broyez-les à l'aide d'un gros pilon pour en extraire l'huile. Mettez dans un bocal en verre transparent puis versez 250 ml d'huile d'amande douce sur le dessus. Mélangez, fermez le bocal et placez-le à la lumière pendant environ 1 mois. Filtrez ensuite l'huile et conservez-la dans une jolie bouteille opaque. Massez votre peau chaque jour après vous êtes soigneusement démaquillée.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.63.45.42** -

Fax : **021.63.45.13** - Service Publicité : **021.63.42.65** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS

Jeux Olympiques 2016

"Les athlètes seront hébergés dans des conditions satisfaisantes"

Les membres de la délégation algérienne devant prendre part aux Jeux Olympiques 2016 seront hébergés dans de conditions satisfaisantes au village olympique de Rio de Janeiro, malgré quelques insuffisances constatées sur place, a indiqué jeudi le trésorier général du comité olympique et sportif algérien (COA) Rabah Chebbah.



« **A** notre arrivée au village olympique il y a deux jours nous avons relevé certains problèmes et insuffisances comme l'absence de l'eau chaude dans les chambres ou encore le manque de la laiterie. Nous avons saisi les responsables du village olympique pour y remédier à cette situation. Les choses sont en train de rentrer dans l'ordre et nos athlètes seront logés dans des conditions satisfaisantes durant leur séjour au Brésil », a déclaré Chebbah à l'envoyé spécial de l'APS à Rio.

Dépêchés à Rio de Janeiro par le COA pour préparer le séjour de la délégation algérienne, Rabah Chebbah et Abderrahmane Hammad, président de la commission des athlètes se sont attelés à faire le nécessaire depuis deux jours.

« Les choses commencent à s'améliorer, les responsables du village olympique ont mobilisé tous les moyens pour régler tous les problèmes existant, il n'y a pas lieu de s'inquiéter. A

l'heure où je vous parle, les travaux sont en cours. Je peux vous assurer que nous avons tout fait pour réunir les meilleures conditions de séjour pour notre délégation » a-t-il rassuré.

Lors de son séjour au village olympique, la délégation algérienne sera dans le bloc 18 au niveau de l'esplanade, tout proche du restaurant mais également des autres installations, au niveau du village olympique,

a précisé Chebbah.

La délégation algérienne est arrivée ce jeudi à 5H00 (heure algérienne) à l'aéroport de Rio de Janeiro après un long voyage de 10 heures. Une fois sur place, les athlètes ont été acheminés par bus au village olympique. L'Algérie participera aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro avec 65 athlètes dont l'équipe de football composée de 18 joueurs.

T. S.

Les Algériens confiants et sereins avant le départ pour Rio

Le chef de la délégation algérienne aux Jeux Olympiques 2016, Amar Brahmi, s'est dit « confiant et serein » quant aux chances de médailles algériennes aux JO de Rio, avant le départ des athlètes algériens mercredi à Alger.

« Je suis confiant et serein quant à nos chances de médailles à Rio. Nous avons tous fait pour que nos athlètes se préparent dans les meilleures conditions: techniquement, financièrement et logistiquement », a déclaré Brahmi à l'APS, lors de la zone mixte organisée avant le départ de la délégation olympique algérienne à destination de Rio.

Brahmi est également revenu sur la polémique autour de l'état du village olympique et le Virus Zika à une semaine du début des JO-2016, assurant qu'il avait reçu de « très bons échos » sur l'infrastructure qui va recevoir les athlètes participant aux joutes olympiques.

« Nous nous sommes entretenus avec nos émissaires, Abderrahmane Hammad et Rabah Chebbah, qui sont à Rio depuis 2 jours, et je peux vous assurer que les athlètes algériens seront dans les meilleures conditions pour réussir leur mission », a-t-il dit.

« C'est vrai qu'il y a quelques problèmes qui vont rapidement rentrer dans l'ordre. Je pense qu'il faut positiver et avoir confiance en les Brésiliens qui j'en suis sûr vont réussir de grands Jeux Olympiques », a ajouté Brahmi.

La délégation algérienne qui s'envole mercredi à Rio sera composée de 100 personnes dont 47 athlètes représentant les disciplines de gymnastique, escrime, voile, haltérophilie, athlétisme, et football.

Les autres athlètes algériens qualifiés aux JO-2016 étant toujours en stage à l'étranger, rejoindront leur coéquipiers directement à Rio.

Le décathlonien, Larbi Bouraada, qui figure parmi les grandes chances de médailles algériennes aux JO-2016, s'est dit motivé et fin prêt pour ce rendez-vous qu'il attend depuis longtemps.

« C'est la dernière ligne droite avant le début de la compétition,

je me sens en pleine possession de mes moyens, et j'ai hâte que le concours commence pour essayer de réaliser une grande performance à Rio », a déclaré le champion du décathlon.

De son côté, l'escrimeuse algérienne Anissa Khelifaoui s'est montrée très enthousiaste avant d'aborder ses troisièmes olympiades, lors desquelles elle vise une médaille.

« La préparation s'est déroulée dans de très bonnes conditions. Maintenant j'ai hâte d'être à Rio pour entrer dans le vif du sujet, et sentir l'ambiance des Jeux avant le début de la compétition », a-t-elle dit.

L'Algérie, qui participe pour la 13e fois à des JO, sera présente pour la première fois avec 46 athlètes, plus la sélection des U-23 de football (18 joueurs).

Le retour de la délégation est prévu le 22 août, au lendemain de la cérémonie de clôture des JO-2016.

H. Y.

Laid Hamouche représente l'arbitrage algérien à Rio

■ Le juge Laid Hamouche représentera l'arbitrage algérien lors des compétitions de judo des Jeux olympiques 2016 à Rio de Janeiro (5-21 août), a indiqué jeudi la Fédération algérienne (FAJ) sur son site.

« Pour la première fois dans l'histoire des jeux olympiques, un arbitre de judo algérien, officiera à Rio de Janeiro », se félicite la FAJ.

« En cette heureuse circonstance, le président de la fédération, les membres du bureau fédéral, les cadres techniques et l'ensemble de la famille du judo lui souhaitent bon courage, espérant le voir diriger au moins une finale », a écrit l'instance fédérale.

Hamouche Laid (54 ans) est un référé FIJ « A », psychologue de formation, cadre supérieur à l'Entreprise nationale de navigation aérienne, Ceinture noire 4e Dan, entraîneur de judo 1er Degré.

Il a investi le monde du judo en rejoignant l'ex MPA (MC Alger, actuellement) en 1977 et cela jusqu'en 1993. Après avoir mis un terme à sa carrière d'athlète, il s'est lancé dans l'arbitrage en 1995.

L'Algérie sera représentée à Rio par 5 athlètes: Abderrahmane Benamadi (-90 kg), Lyes Bouyakoub (-100 kg), Houd Zourdani (-66 kg), Mohamed Amine Tayeb (+100 kg) et Sonia Asselah (+78 kg).

Le tournoi de judo des JO-2016 se déroulera à la salle « Carioca Arena2 » entre le 6 et le 12 août.

R. S.

Ligue 2

Le TAS notifie l'annulation de la rétrogradation du CRB Ain Fekroun

■ La Ligue de Football professionnel (LFP) a annoncé sur son site officiel avoir été destinataire d'un courrier du Tribunal arbitral du sport (TAS), annulant la rétrogradation du CRB Ain Fekroun (Ligue 2 Mobilis) de football en division inférieure.

La Ligue de Football professionnel a été destinataire d'un courrier Tribunal arbitral du sport (TAS) dans lequel il a notifié les décisions suivantes: maintien de la décision de suspension du Président du CRB Ain Fekroun pour une période de deux années, maintien de l'amende de deux millions de dinars à l'encontre du CRB Ain Fekroun et l'annulation de la rétrogradation du CRB Ain Fekroun en division inférieure », a précisé l'instance qui gère les Ligue 1 et 2.

La LFP a dévoilé mercredi soir le calendrier de la saison 2016-2017, incluant le CRBAF dans le championnat, après l'avoir rétrogradé en division amateur, suite à une affaire de match arrangé. Le CRB Ain Fekroun recevra ainsi le Paradou AC, lors de la 1ère journée prévue le 2 septembre prochain.

R. F.

Championnat des clubs de taekwondo

Bourifa Mohamed Amine au rendez-vous d'Amman

■ L'Algérie prend part à la 14e édition du Championnat international des clubs de taekwondo qui se tient dans la capitale jordanienne, Amman du 29 au 31 juillet avec la participation de 16 pays. L'Algérie est représentée au rendez-vous d'Amman par l'athlète Bourifa Mohamed Amine (-80kg) aux côtés de 470 athlètes issus de 41 clubs de Grande Bretagne, Taiwan, Indonésie, Maroc, Nigeria, Egypte, Liban, Qatar, Emirats Arabes Unies, Koweït, Bahreïn, Palestine, Malaisie, Arabie Saoudite et la Jordanie. Le président du comité d'organisation, Ahmed Izzet a déclaré à l'APS que le Club Djabal Amman (club organisateur) qui a décroché la 2e place après la Thaïlande lors de la précédente édition au Vietnam, a introduit l'année dernière, une demande officielle pour organiser ce championnat 2016. La Jordanie abrite pour la première fois ces joutes auxquels participent un grand nombre d'athlètes des deux sexes et de tout âge, a-t-il précisé, ajoutant que la compétition se basera sur le système de score électronique DaeDo.

R. S.

Il a été enterré hier au cimetière d'El Alia

Décès de Boualem Bessaih

Boualem Bessaih, ministre d'Etat, conseiller spécial et représentant personnel du président de la République, est décédé jeudi à l'hôpital de Ain Naadja à Alger, à l'âge de 86 ans, des suites d'une longue maladie. Né en 1930 à El Bayadh, Boualem Bessaih, homme politique et homme de lettres, était un ancien moudjahid, ayant été notamment membre du secrétariat général du Conseil national de la Révolution algérienne de 1959 à 1962.

A l'indépendance, il avait occupé les fonctions d'ambassadeur dans plusieurs capitales (Berne, Le Vatican, Le Caire, Koweït City, Rabat), puis de secrétaire général du ministère des Affaires étrangères en 1971.

En 1979, il est entré au gouvernement et a été titulaire de plusieurs portefeuilles ministériels. Il a été nommé successivement ministre de l'Information, ministre des Postes et Télécommunications, ministre de la Culture et enfin ministre des Affaires étrangères en 1988.

A ce titre, il a participé au sein du comité tripartite Algérie-Maroc-Arabie Saoudite, décidé par le sommet arabe de Casablanca, aux efforts déployés pour aboutir à l'Accord de Taïef qui a mis fin à la guerre civile au Liban.

En 1997, il a été nommé membre du Conseil de la Nation, au titre du tiers présidentiel, puis élu président de la Commission des affaires étrangères de la 2ème chambre du Parlement.

En septembre 2005, M. Bessaih a été nommé par le président de la République aux hautes fonctions de président du Conseil constitutionnel.

Le défunt était l'auteur de plusieurs ouvrages littéraires et historiques notamment sur l'Emir Abdelkader. L'enterrement a eu lieu, hier, au cimetière d'El Alia.

R. N.

Tébessa

Tentative de transfert illicite de plus de 395.000 euros

Les éléments du service régional de surveillance relevant de la Direction régionale des douanes de Tébessa ont réussi à déjouer une tentative d'un importateur de transfert illicite de 395.785 euros par surfacturation des coûts, a-t-on appris jeudi auprès de cette direction.

Selon la même source, l'importation de ce matériel (charpentes métalliques) par le poste de Bouchebka enfreint les dispositions des règlements sur le change et le mouvement des capitaux de et vers l'étranger. Une amende de 243 millions DA a été infligée au mis en cause et un dossier de litige a été établi, est-il noté. Dans une autre opération, la brigade régionale dépendant de la même direction a déjoué une tentative de contrebande de 3.000 paquets de tabac spécial chicha et 2.000 paquets de cigarettes de marques étrangères qui étaient transportés à bord d'un autocar immatriculé à Sétif, ajoute la même source. La saisie a été opérée sur la route entre les villes de Tébessa et El Hammamet et une amende de 24 millions DA a été infligée au trafiquant outre l'établissement d'un procès d'infraction douanière et un autre de saisie, est-il précisé.

Farid D.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

LOGEMENTS AADL: ENCORE UNE AUGMENTATION!

AIDEZ UN PAUVRE SOUSCRIPTEUR



Disparition de la fillette Nehal à Tizi Ouzou

L'enquête élargie



Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, a affirmé jeudi à Alger que l'enquête menée pour retrouver la fillette "Nehal Si Mohand", âgée de trois ans, disparue depuis une semaine dans le village d'Ait Ali, commune d'Ait Toudert à Ouacifs (Tizi Ouzou), a été élargie dans le cadre du plan d'alerte qui consiste à utiliser tous les moyens y compris les médias.

"Nous n'avons toujours pas retrouvé la petite fille Nehal", a indiqué M. Louh en marge de la cérémonie d'installation du

président de la Cour d'Alger et du procureur général près la même cour, soulignant qu'"immédiatement après les faits, le parquet compétent a ouvert une enquête avec la police judiciaire en lançant le plan d'alerte pour une plus large investigation". Il a précisé que le procureur de la république territorialement compétent se chargera, lui, d'informer l'opinion publique des développements de cette affaire, souhaitant un heureux "dénouement". Lancé récemment, le plan d'alerte qui compte parmi les principales

mesures proposées pour faire face au phénomène d'enlèvement d'enfants est activé dès signalement de l'enlèvement ou de la disparition d'un enfant, selon des juristes. L'élaboration de ce plan est confiée à un groupe de travail qui compte les principaux secteurs concernés dont l'intérieur, les transports, la communication, le commandement de la gendarmerie nationale, la sûreté nationale et autres. Il est activé sous la supervision du procureur de la république en vue d'une intervention rapide et la collecte d'un maximum d'informations pouvant faire avancer l'enquête. Et pour éviter d'exposer le mineur à un éventuel risque, le plan d'alerte est activé immédiatement sans attendre 48 heures comme en vigueur auparavant. Après avoir mis l'accent sur le rôle capital des médias qui "orientent et influent dans les grandes affaires", il a appelé à la création d'une presse spécialisée dans les domaines juridique et judiciaire en vue de "collaborer ensemble pour atteindre les objectifs escomptés par les réformes initiées dans le secteur de la justice".

R. K.

Tizi Ouzou, Jijel et Skikda

Six casemates et trois bombes détruites

Six casemates et trois bombes de confection artisanale ont été détruites mercredi dans les wilaya de Tizi Ouzou, Jijel et Skikda par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), ont détruit, le 27 juillet 2016, six (06) casemates et trois (03) bombes de confection artisanale à Tizi Ouzou /1ère Région militaire (RM), Jijel et Skikda /5ème RM", précise la

même source. Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, "un détachement combiné de l'ANP a arrêté, à El Oued/4ème RM, deux (02) narcotrafiants et saisi un camion et une somme d'argent s'élevant à 1.349.000 dinars algériens", ajoute le communiqué du MDN.

A Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar /6ème RM, "d'autres détachements de l'ANP ont arrêté 21 contrebandiers et saisi cinq (05) véhicules tout-terrain, six (06) détecteurs de métaux, deux (02) groupes.

H. Y.

Tunisie

Deux terroristes abattus, un soldat blessé

Deux terroristes ont été abattus mercredi par l'armée tunisienne dans le nord-ouest du pays, a annoncé jeudi dans un communiqué le ministère tunisien de la Défense.

"Des unités militaires, renforcées par des éléments de la Garde nationale (gendarmérie, ndlr), ont pu abattre mercredi 27 juillet deux terroristes lors d'opérations de ratissage au niveau de Oued Massouj (...) à Jendouba",

selon le ministère. Un soldat a été blessé pendant les affrontements, a ajouté le ministère.

Deux fusils Steyr appartenant à la douane tunisienne ont en outre été saisis, tout comme des munitions, des sacs à dos, des vêtements, des téléphones portables et près de 1500 dinars (un peu plus de 600 euros), selon la même source.

L'armée et la Garde nationale continuent de rechercher "le reste du groupe retranché dans

ACTU...

Accidents de la circulation

9 morts en une journée

Neuf personnes ont trouvé la mort et 66 autres ont été blessées dans 31 accidents de la circulation, survenus au cours de la seule journée de mercredi, à travers 20 wilayas du pays, indique un communiqué de la Gendarmerie nationale publié jeudi.

La wilaya de Tlemcen déplore l'accident le plus grave ayant provoqué le décès de trois (3) personnes, alors que 3 autres ont été blessées.

Les autres wilayas ayant enregistré également de tragiques accidents de la circulation sont Laghouat où deux (2) personnes ont été tuées, et trois (3) autres blessées, alors qu'Adrar déplore un mort et un blessé, Médéa, un mort et deux (2) blessés, Tébessa, un mort et 3 blessés et M'sila, un mort.

R. Y.

Oran

Un trafiquant de psychotropes arrêté

Les éléments de la Sûreté de la wilaya d'Oran ont arrêté dernièrement un individu en sa possession 5.800 comprimés psychotropes, a-t-on appris vendredi auprès de ces services.

Lors de cette opération, réalisée par les éléments de la sûreté urbaine de Sidi Chahmi, dans le cadre de la lutte contre la criminalité, les policiers sont parvenus à arrêter cet individu âgé de 21 ans à bord d'un bus à destination de Sidi Chahmi où il devait se rendre à Haï Labioudh. D'autre part, les éléments de la sûreté urbaine d'Oran, sont parvenus à arrêter deux individus au Boulevard Colonel Ben Abderezzak, à bord d'un véhicule transportant plus de 400 bouteilles de boissons alcoolisées de diverses formes. Les deux individus ont été transférés au siège de la police pour compléter les procédures juridiques et la préparation d'un dossier pour leur présentation devant la justice.

R. O.

Banlieue algéroise

La SNTF renforce ses dessertes

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) va renforcer à partir de la semaine prochaine son service sur les deux lignes reliant Alger à ses banlieues pour répondre à la forte demande des voyageurs, a-t-elle annoncé jeudi.

"Afin de répondre favorablement à l'inhabituelle forte demande des voyageurs de la banlieue algéroise, la SNTF a décidé de renforcer son service par de nouvelles dessertes assurant les relations Alger-Thénia et Alger-El Affroun (aller-retour) à compter du 2 août 2016", a précisé la société dans un communiqué.

La nouvelle grille, reprenant les horaires des trains est affichée au niveau des gares et disponible sur le site web de la société: www.sntf.dz, a-t-on ajouté de même source.

H. Z.